

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 12 MARS 1970
N° 445, 1,50 F



Propositions au Parti Communiste



Souscription nationale

Daniel Frachon

Le nombre des réponses parvenant à la trésorerie nationale s'accroît lentement. En trois semaines il est passé de 400 à 600. C'est peu ! 95 % des effectifs du Parti sont encore à ce jour indifférents à l'appel lancé par la D.P.N.

Cet appel, il faut le rappeler une fois de plus, a pour but de doter les services centraux du parti des locaux dont ils ont besoin.

Cet objectif est clair : il correspond à un des aspects du mandat donné à la direction du P.S.U. : construire un parti fortement implanté dans la classe ouvrière et doté des moyens nécessaires au combat politique pour l'instauration révolutionnaire du socialisme.

La lutte contre le capitalisme est une lutte trop sérieuse pour qu'elle puisse s'accommoder de forces militantes trop faibles, dotées par surcroît de moyens matériels ridicules.

Aucun militant ne peut nier la nécessité de moyens matériels. Bien entendu on peut dis-

cuter sur les priorités quoique celles-ci découlent essentiellement des priorités d'action décidées par le Parti, et des moyens dont il dispose pour les organiser.

La Direction du Parti, comme les Directions fédérales se trouvent dans l'incapacité d'impulser les luttes, de les coordonner, d'organiser le parti, de capitaliser l'accroissement de son audience, faute de temps, de moyens et d'argent. Cette situation dans laquelle nous nous trouvons constitue un frein considérable à l'action du parti.

Les débats du dernier conseil national ont montré que l'ensemble du parti était conscient de ces problèmes puisque c'est à une très large majorité que les principes d'organisation ont été adoptés.

Mais il ne suffit pas de voter de belles résolutions en laissant la direction les appliquer sans moyens.

Les décisions qui ont été prises nécessitent des sacri-

fices importants de la part de chaque militant. Chacun d'entre nous devra consacrer au Parti plus d'argent et plus de temps.

Le silence d'un nombre important de militants est inquiétant. Refuser au parti les moyens dont il a besoin ou rester indifférent, c'est refuser de construire un parti révolutionnaire fortement implanté dans la classe ouvrière.

Cette situation ne peut se prolonger indéfiniment. Tous les militants du parti doivent s'expliquer sur la conception qu'ils ont du parti, sur la signification dans leur engagement.

Je pense peut-être à tort que le niveau de sincérité de l'engagement socialiste s'évalue pour chaque militant en fonction de l'importance des sacrifices personnels qu'il peut faire.

P.S.U. C.C.P. 14 020 44 Paris.
81, rue Mademoiselle, Paris-15^e,
ou 54, bd Garibaldi, Paris-5^e.

dre qu'il n'avait rien de commun avec le P.S.U., ce dont nous n'avions jamais douté. Marchais ou Duclos peuvent, eux, face à leur base et aux autres, venir exposer leurs vues, mais Garaudy, après s'être ligoté pendant trente-cinq ans en tant qu'exécutant de la bureaucratie stalinienne, est dans une logique dont il ne peut absolument pas sortir. Quand il parle contre l'U.R.S.S. à la Télé, ce n'est pas un révolutionnaire s'adressant au peuple pour le démystifier, ce n'est ni Cohn-Bendit, ni Rocard, ni Krivine. Il ne lui reste qu'à

pleurer en disant que si « une exclusion est prononcée contre lui, c'est bien la chose qui lui fera le plus mal ».

Son aventure n'aura pas fait avancer d'un pas la conscience d'un militant communiste sur le caractère non révolutionnaire de son parti ; elle n'aura pas non plus touché d'ailleurs les travailleurs ou les intellectuels extérieurs au P.C. Ce n'est pas par un révisionnisme de droite que l'on se débarrassera de la gangue stalinienne qui pèse encore sur le mouvement ouvrier français. □

La paille et la poutre

Dans son numéro de mars 1970, « La Nouvelle critique », revue des intellectuels communistes consacre une longue étude à trois campagnes électorales de Michel Rocard dans les Yvelines. Plus précisément elle consacre cette étude à un examen comparatif des professions de foi des campagnes législatives menées par Michel Rocard en 1967, en 1968 et en 1969, en y ajoutant quelques articles parus, soit dans « Combat » ou « Témoignage Chrétien », soit dans des numéros spéciaux de « Tribune socialiste ».

Selon une méthode apparemment objective, l'auteur procède à partir de ces documents à une analyse des thèmes mis en avant par Michel Rocard. Il constate évidemment qu'il y a des variations importantes entre les trois années : qu'en 1967, il y a prédominance de thèmes et d'analyses plutôt techniques ; qu'en 1968, il y a surtout des références à la nécessité de bouleversements révolutionnaires et qu'en 1969, il est essentiellement question des solutions socialistes et du contrôle des travailleurs. Tout son jeu consiste, bien sûr, à démontrer que les positions défendues à ces différents moments se ramènent au fond à celles de 1967 interprétées comme la manifestation d'un social-démocratie à fond technocratique. Les affirmations de 1968 sont présentées comme une sorte d'exaltation gauchiste passagère et les déclarations de 1969 sur les solutions socialistes comme l'habillage pur et simple d'une politique identique à celle de 1967.

Ce qui frappe dans cette construction habile, c'est qu'elle ne peut tenir qu'en ignorant

tous les autres aspects de ces affrontements électoraux : les textes nationaux du P.S.U., les tracts, les attaques des adversaires et les réponses qui leur furent données par le P.S.U. Peut-on par exemple, parler de la campagne contre Couve de Murville en taisant les attaques de celui-ci contre Michel Rocard et contre le socialisme révolutionnaire ? Peut-on tirer d'un certain nombre de silences (il est difficile de toujours redonner l'intégralité de ses positions à chaque moment) la conclusion que le P.S.U. ou Michel Rocard sont contre les nationalisations ou contre la lutte de classe ?

Soyons sérieux. Gageons que si l'on analysait de cette façon la campagne électorale de Jacques Duclos, on pourrait faire des parallèles avec Paul Déroulède. □

politique intérieure

Les feux de la rampe

Alain Guillermin

La seule poussière qui avait fait grincer les rouages du dernier congrès du P.C.F. avait été l'« affaire Garaudy ». On se souvient des principales accusations que comportait son discours contre l'U.R.S.S. et les satellites : envoi par la Pologne de charbon en Espagne pour briser la grève des mineurs asturiens ; aide économique de l'U.R.S.S. au régime des colonels grecs. Cet exposé avait été accueilli sur le moment par un impressionnant silence de plusieurs secondes.

Mais l'affaire ne pouvait en rester là. « L'Humanité » répondit sur le thème : « On n'a pas le droit de prêcher l'asphyxie économique des pays socialistes. Il y a une nécessité vitale pour eux à commercer avec les capitalistes. D'ailleurs, même les Chinois ne

s'en privent pas : voyez à Hongkong, etc. »

Ne nous attardons pas ici sur le caractère fallacieux de cette réponse qui ne prenait pas en considération les circonstances très particulières des tractations en cause. Ce qui nous intéresse ici est le problème qui se pose alors à Garaudy : comment, par quel canal répondre à son tour ?

Contrairement aux camarades d'« Il Manifesto », il n'a aucune base théorique. Même quand il dénonce la collusion flagrante des staliniens russes avec l'impérialisme, il le fait au nom d'une théorie électorale. C'est pourquoi sa protestation a été celle d'un homme seul. Il est intéressant de voir à ce propos avec quelle hostilité on a fait présider une des séances du congrès par Louis Aragon, afin d'être bien sûr d'isoler les

deux « personnalités intellectuelles » qui avaient un tout petit peu trop élevé la voix contre l'intervention en Tchécoslovaquie (cf. les articles d'Aragon dans « les Lettres françaises »). Il faut noter qu'on a excusé les incartades de celui-ci à cause de son « génie » (sic) qui le met sans doute au-dessus de ces basses querelles politiques, et que, d'autre part, il s'est laissé faire une douce violence pour participer à l'exécution de Garaudy.

Ce dernier va se trouver avec un seul atout en mains : la curiosité vaguement intéressée que porte la bourgeoisie à tout ce qui brise un peu le monolithisme du P.C. Il va donc en particulier accepter une assez longue interview qui passera aux Actualités télévisées puis une autre il y a 10 jours à « Europe 1 », où nous fûmes « rassurés » d'appren-

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15 34

Permanent de 14 h à 24 h

**SWING
TIME**

V.O.

Les dangers du populisme

Serge Mallet

Le meeting du campus de Nanterre va contraindre nos camarades communistes — à la base comme au gauche révolutionnaire.

Que M. Marcellin essaie d'utiliser ces déviations du mouvement ouvrier à son profit n'est pas douteux. Clemenceau, dont notre ministre de l'Intérieur essaie pâlement de reconstituer l'image, avait su lors de la période anarchiste du mouvement ouvrier, utiliser de façon « opérationnelle » la provocation comme arme politique.

Mais nul n'a le « privilège » des pénétrations policières. Il y a évidemment des flics dans toutes les organisations politiques ; il y en a au P.C., comme au P.S.U.. Dénoncer « la main de la police » dans chaque « bavure » du mouvement ouvrier, ne sert qu'à accréditer une vision « policière » de l'action politique susceptible de servir à beaucoup d'usages.

L'évolution du courant dit « anarcho-maoïste » — bien qu'il n'ait avec le maoïsme chinois que des rapports mythiques —, mérite une réflexion politique un peu plus profonde. Car, si l'anarcho-maoïsme est né dans le mouvement étudiant, il est en mesure de trouver des bases de développement objectives dans certaines couches de la réalité sociale française.

Emmanuel Terray a parfaitement montré, dans le numéro 1 de « Que faire », le caractère anti-marxiste (et anti-« maoïste ») des théories de la « gauche prolétarienne ». Mais cette « analyse de textes » ne nous éclaire pas beaucoup sur la nature sociale d'un courant qui, des campus universitaires, essaime rapidement dans certaines couches de la classe ouvrière et gagne, sous une forme diffuse, certains éléments jeunes de la paysannerie. En fait, la « gauche prolétarienne » ne ressemble ni de près, ni de loin à un courant marxiste. Le terme « spontanéiste » dont on l'affuble est tout aussi dérisoire : rien n'est moins « spontané » que l'intervention systématique des commandos organisés pour provoquer, par l'intervention de la police et la stupidité de sa répression, la « réaction » des masses populaires.

La théorie et la pratique de la « G.P. » et de quelques autres groupes ressemblent en réalité au « populisme » russe des années 1880, à ce courant né des déceptions de la petite bourgeoisie libérale devant la résistance de l'oligarchie tsariste à toute réforme démocratique. Les jeunes intellectuels « narodniks » abandonnaient aussi leurs études pour se fondre dans « le peuple » — choisi dans ses couches les

plus arriérées et les plus misérables ; ils avaient recours de façon systématique à l'usage de la « bombe » pour « réveiller » les sentiments révolutionnaires du peuple. Malgré beaucoup d'insuccès, ils finirent par trouver un écho chez les laissés pour compte du développement capitaliste de la Russie.

Le développement du courant anarcho-maoïste aujourd'hui est le produit d'une situation de même type. La prolétarisation brutale des couches moyennes, d'une fraction de la paysannerie, l'extension très rapide du capitalisme monopoliste dans tous les secteurs de l'activité sociale provoquent dans de larges couches, hier quasiment indifférentes, une révolte profonde. Cette révolte — d'autant plus violente dans ses formes qu'elle est le fait de couches sociales qui, en tant que telles, se sentent condamnées par l'évolution historique — se réfère à la fois au passé de ces couches, à une nostalgie de l'ancienne situation — et à leur avenir, la prise de conscience de la situation objective de classe dans laquelle elles se trouvent aujourd'hui insérées. Tout le problème du mouvement révolutionnaire est de s'appuyer sur les virtualités révolutionnaires qu'implique leur condition objective de nouveaux prolétaires et de lutter au contraire contre tout ce qui peut laisser croire aux mythes du retour aux « âges d'or » des sociétés pré-capitalistes.

Le populisme, dans sa forme russe comme dans sa version nouvelle, fait l'économie de cette mort du « vieil homme » dont parlait Marx.

En diluant la notion de classe dans celle de « peuple », en remplaçant le concept d'exploitation par celui « d'oppression », en substituant « la lutte contre l'autorité » à la lutte contre un système économique-politique donné, le populisme flatte les nostalgies de petits-propriétaires, des paysans chassés vers l'usine, des éléments déclassés de la petite bourgeoisie, des anciennes « élites » étudiantes transformées en O.S. de l'enseignement ou du marketing. La « vengeance » n'est pas le fait de la classe ouvrière qui entend construire un autre modèle de société — à partir des forces productives dégagées par le mode de production capitaliste.

Le choix des formes de lutte et d'organisation est en ce sens déterminant. L'organisation des ouvriers d'origine rurale dans l'usine — et non dans la rue, l'organisation des paysans prolétariés sur la base des

trusts alimentaires intégrateurs et non sur la base de l'ancienne structure rurale, sont des éléments déterminants de l'insertion de ces couches dans le mouvement ouvrier.

La lutte idéologique et politique contre les tendances populistes est déterminante quant à l'élargissement effectif des bases sociales du courant socialiste : mais elle implique une stratégie rigoureuse, qui ne laisse aucune place, là moins qu'ailleurs, à la phrase révolutionnaire et à la gesticulation pseudo-révolutionnaire. Cette bataille se mène avec des armes politiques : vaincre le populisme, ce n'est pas « casser la gueule » aux tenants de ce courant, comme eux-mêmes ont tendance à le faire, c'est créer les conditions politiques pour transformer en révolutionnaires les éléments révoltés que le capitalisme rejette vers nous.

LA
**NOUVELLE
CRITIQUE** 32

6 francs La Nouvelle Critique numéro 32 (213) mars 1970 nouvelle série

3 campagnes électorales de M. Rocard dans les Yvelines

Idéologies et bourgeoisie avant 1789 L'audio-visuel La longue course de Willie Boy Droit et culture Carnets de "Minette" XIX^e

congrès du P.C.F. : les chemins de l'unanimité

Demander ce numéro à votre marchand de journaux ou libraire habituel.

**BON A ADRESSER A LA
NOUVELLE CRITIQUE
19, rue St-Georges, Paris-9^e**

Veillez m'adresser le numéro 32 de la N.C. - Je règle 6 F (France) ou 7 F (étranger).

- en chèque bancaire
- virement postal
- à votre C.C.P. PARIS 6956-23
- en mandat-lettre
- en timbres-poste

NOM
Prénom
Profession
N°
Dépt
Localité
Rue

Sur les cantonales

Jacques Galus

notamment à Malakoff, Bois-Colombes, Courbevoie et Nanterre, où nous passons de 4 à 8,5 %, ce qui, en ce lieu, a valeur de symbole.

● Le Val-d'Oise, où la progression est très sensible dans des communes ouvrières comme Bezons, Argenteuil, Taverny, ou à Pontoise. Avec 17 % le P.S.U. s'y affirme avec vigueur.

Dans les 3 autres départements, les résultats traduisent une progression de 20 à 30 % des voix, ce qui est important dans un département comme la Seine-St-Denis où le combat est difficile. A Saint-Denis même, nous atteignons 9 %, ce qui, compte tenu des circonstances locales, est très satisfaisant.

Confirmation et percée

Dans l'ensemble de la région parisienne, le P.S.U., par la campagne d'explication qu'il a menée, a réussi à s'implanter solidement. Ceci est la marque de la volonté de lutte grandissante des habitants de la banlieue.

Dans les régions où notre implantation est ancienne, soulignons les résultats obtenus dans les Côtes-du-Nord où notre présence s'affirme solidement dans 8 cantons, dépassant 30 % des voix dans 4 d'entre eux et laissant prévoir l'élection de 3 ou 4 de nos camarades.

Le Finistère a permis d'enregistrer de très bons scores dans 3 cantons, dont ceux de Morlaix et Lanmeur. Les Bretons ont reconnu dans le P.S.U. et le courant socialiste des forces qui répondent à leur volonté de changement.

Dans la Drôme, à Valence-Nord, nous obtenons 22 % des voix au lieu de 14 %, dans les Ardennes notre camarade Petit est brillamment élu dès le premier tour.

Dans les autres régions, il est difficile de parler de progression car, souvent, nous étions présents aux cantonales pour la première fois. Ceci permet de se réjouir des résultats obtenus à Dijon (11 %), dans le Doubs, le Gard, le Jura, le Loiret (à Beaugency, nous arrivons en tête avec 30 % des voix et à Orléans nous doublons), l'Oise (24 % à Beauvais), le Nord, où malgré des résultats numériquement faibles, les efforts menés par les militants permettent une progression notable, le Puy-de-Dôme, le Haut-Rhin, où pour une première présence nous atteignons près de 10 % dans 2 cantons.

Présence des luttes sociales

Enfin, notre présence s'affirme, à travers ces élections, en des lieux où la lutte sociale est vive. En Loire-Atlantique, à Nantes, notre résultat a

te axée sur la recherche de succès électoraux.

Ni le P.C., ni le Parti socialiste n'atteignent les buts escomptés. L'offensive électorale du P.C. se traduit par un mince progrès en voix et le P.S. cède souvent du terrain. Quant à la droite, elle ne parvient pas de façon décisive à mordre sur les voix de gauche. Car routine fait loi !

Le P.S.U., conscient de ces réalités, pensant que les vrais problèmes se posent ailleurs, a présenté 294 candidats pour donner lieu à une campagne d'explication politique. Les résultats globaux sont vides de toute signification : la seule analyse qui ait quelque valeur doit reposer sur des comparaisons point par point.

Un progrès continu

En ce domaine, le résultat est excellent. Dans 90 % des cantons où le P.S.U. présentait ou patronnait un candidat, celui-ci est en progrès ; dans la moitié des cas les progrès sont voisins ou supérieurs à 50 %, ce qui est énorme et traduit un effort d'implantation très important.

Là où nous n'avions pas de candidats précédemment, les scores sont toujours honorables, souvent même inattendus.

● Dans la région parisienne, la progression est très nette dans trois départements : les Yvelines, où la moyenne obtenue par les candidats est de 8 % avec deux résultats caractéristiques :

DIMANCHE dernier, la France a voté. Et pourtant, à l'issue de ces élections, le journaliste de garde à la télévision n'a pas cru devoir nous convier aux longues festivités qui accompagnent traditionnellement les victoires gaullistes. C'est qu'il ne s'agissait pas d'un quelconque soir de plébiscite mais d'un soir de cantonales.

Ces élections étaient destinées à renouveler la moitié des conseils généraux. Une fois de plus, elles n'ont pas fait recette, les électeurs se désintéressant d'assemblées en retard d'un siècle. Ce retard se manifeste essentiellement à deux niveaux :

Routine fait loi

D'abord, le conseil général est chargé de la gestion d'une collectivité territoriale, dont la taille ne convient plus aux nécessités de l'économie actuelle. Il est clair, en effet, que la réalisation des vastes programmes d'investissements sociaux dont la France a besoin nécessite des structures géographiques et économiques plus vastes que celles du département.

Ensuite, dans le cadre restreint que nous venons de dénoncer, le conseil général n'a pour une large part que des compétences d'attribution, c'est-à-dire imposées par le pouvoir. Qui plus est, les décisions qu'il peut prendre sont exécutées par l'autorité préfectorale dont chacun connaît l'omnipotence.

Ne constituant pas un centre de pouvoir sérieux, les conseils généraux ne



A.F.P.

peuvent donc pas être un important objectif politique de lutte.

C'est pour ces raisons que le P.S.U. a choisi de ne pas faire d'efforts considérables pour ces élections mais de profiter de cette occasion pour lancer une campagne d'explication politique et, si possible, pour se compter. D'autres, ont choisi une stratégie différen-

tes : St-Nom-la-Bretèche où René Crozet, suppléant de Michel Rocard, doit être facilement réélu, et Saint-Germain où nous passons de 3,6 à 12 %. Notons Poissy, centre des usines Simca, où notre implantation passe de 3 à 9 %.

● Les Hauts-de-Seine, avec des résultats d'ensemble très satisfaisants,

doublé, il a triplé à Châteaubriand (14 %). Notre présence est forte aussi à Elbeuf-Cléon (usines Renault), au Havre (+ 120 % avec un total de 13 %) et dans toute la Seine-Maritime.

Le combat continue en Moselle ; Florange, Metz, Mayeure, Thionville, cantons fortement industrialisés, nous ont donné de 12 à 17 % des voix. En Meurthe-et-Moselle, à Nancy-Ouest, nous atteignons 12 %.

Enfin, à Grenoble et dans l'Isère, les résultats sont inattendus, puisque dans l'ensemble, nous augmentons nos voix de près de 80 %, atteignant 18 % du total dans un canton.

Cette consultation, au cours de laquelle nous voulions nous compter, confirme que dans la plupart des régions, et en particulier là où les problèmes sont aigus, notre implantation se renforce. Les luttes menées dans l'ensemble du pays par les militants socialistes rencontrent un écho de plus en plus large. □

SKI EN TCHÉCOSLOVAQUIE

PAQUES

22 Mars - 4 Avril

LES MONTS DES GEANTS
(1.100 - 1.600 m)

2 télésièges - 6 téléskis
1 patinoire

COURS DE SKI GRATUITS
(4 h. par jour)

en AVION : 1 h. 30 de vol

PRIX PARIS-PARIS

Hôtel Windsor F **770**

Hôtel Savoy F **860**

REDUCTIONS

40 % enfants de 2 à 4 ans

25 % enfants de 4 à 10 ans

Prix comprenant : voyage avion PARIS/PARIS - Logement en chambres à 2 lits - Pension complète - Transferts en autocar de Prague à la station - Séjour d'une journée à PRAGUE avec visite de la ville.

Prochains départs : Février, Mars - Pâques

VOYAGES OPÉRA-LAFAYETTE

26, rue Lafayette - PARIS (9^e)

Tél. : PRO. 17-69 - Lic. 487 A

La Ligue communiste au carrefour

Jean-Marie Vincent

Dans son numéro du lundi 2 mars « Rouge » a publié un article d'Henri Weber consacré au P.S.U. Implicitement, sinon explicitement cet article revient sur les vieilles habitudes de ce journal qui consistaient à injurier copieusement notre parti et plus particulièrement son secrétaire national. Que n'avait-on pas prédit dans les colonnes de « Rouge » : le passage dans le camp de la gauche non communiste de la grande majorité du P.S.U., le reniement des positions prises en mai 1968, la capitulation devant les idéologies technocratiques de la bourgeoisie ! Il est certain que cette façon de traiter le P.S.U. reposait pour une bonne part sur l'espoir fallacieux que la Ligue communiste pourrait peu à peu occuper la place qu'avait prise le P.S.U. dans le courant socialiste et révolutionnaire. La pensée étant plus rapide que l'action et la pratique politique, les dirigeants de la Ligue communiste ont cru naïvement que la violence de leurs excommunications était suffisante pour rendre leurs désirs réalité.

Explications d'un tournant

Passée l'euphorie des élections présidentielles et abandonnée l'idée qu'il était facile d'organiser au sein de la Ligue les électeurs d'Alain Krivine, la section française de la IV^e Internationale s'est trouvée dans une situation d'impasse relative. Sa composition sociale fortement étudiante ne lui facilitait pas le travail en milieu ouvrier, son hostilité préconçue à l'égard de l'U.N.E.F. et sa prétention à mener les actions de masse étudiantes par le seul biais de comités « Rouge » ou de comités de mobilisation *ad hoc* rendaient la collaboration avec les autres courants (des E.S.U. à l'« Humanité rouge ») quasi impossible. Le résultat le plus clair de cette orientation sectaire était d'isoler la Ligue et de stériliser largement un capital militant précieux.

La reprise des contacts avec le P.S.U., le lancement en commun d'une campagne sur la répression dans l'armée représentent donc — que les dirigeants de la Ligue le veuillent ou non — un tournant. On ne mène pas une campagne sur l'armée et le militarisme avec une organisation social-démocrate, avec des gens qui n'ont que des préoccupations électoralistes. On ne discute pas de la démocratie ouvrière, de l'action révolutionnaire dans les entreprises avec une organisation incapace

de d'agir dans un sens révolutionnaire, dans la grande industrie capitaliste. Pour les lecteurs de « Rouge » il fallait par conséquent donner une justification de cette nouvelle orientation. Quelques articles nuancés d'Alain Krivine amorcèrent cette explication. Mais c'est l'article d'Henri Weber qui constitue jusqu'à aujourd'hui la tentative la plus sérieuse pour affronter la question.

Affrontements bureaucratiques...

Regardons de plus près comment il s'y prend. Il admet que le mouvement de mai a laissé des traces profondes sur l'orientation et l'organisation du P.S.U., il admet que les dernières assises nationales du parti (du congrès de Dijon au conseil national de novembre dernier) marquent une progression constante dans notre affirmation politique, dans la précision des perspectives. Mais en même temps il essaye de limiter l'impact d'une telle constatation sur les militants de la Ligue communiste en présentant cette évolution comme le fruit d'affrontements bureaucratiques (à fleurets mouchetés) entre une gauche pas très cohérente et Michel Rocard représentant d'un réformisme bourgeois. Tous les arguments possibles sont employés pour étayer cette démonstration. La constitution du centre « Que faire » dont l'objectif explicite est de faciliter la discussion politique au sein de la nouvelle extrême-gauche et de réagir contre la groupuscularisation, est au contraire commentée comme une manœuvre interne au P.S.U. Les organes de presse de notre parti dont T.S. sont compris dans cette optique comme des organes de tendance. Les déclarations de Michel Rocard dans « le P.S.U. et l'avenir socialiste de la France » (prises hors de leur contexte : les thèses adoptées à Dijon) sont interprétées comme l'expression définitive, absolue de sa pensée.

Il va sans dire que dans tout cela les militants du P.S.U. ne reconnaîtront pas la dynamique interne de leur organisation, le type de problèmes qu'ils peuvent se poser, les discussions qu'ils ont entre eux. Le P.S.U. n'est, certes, pas un parti monolithique au sens stalinien du terme. Dans son sein des positions diverses peuvent s'affirmer et s'affirment effectivement. Mais il est trop facile, trop simple de réduire comme le font « Rouge » et « Lutte ouvrière », cette diversité à l'affrontement feutré de deux lignes, une ligne révolutionnaire (pas très conséquente)

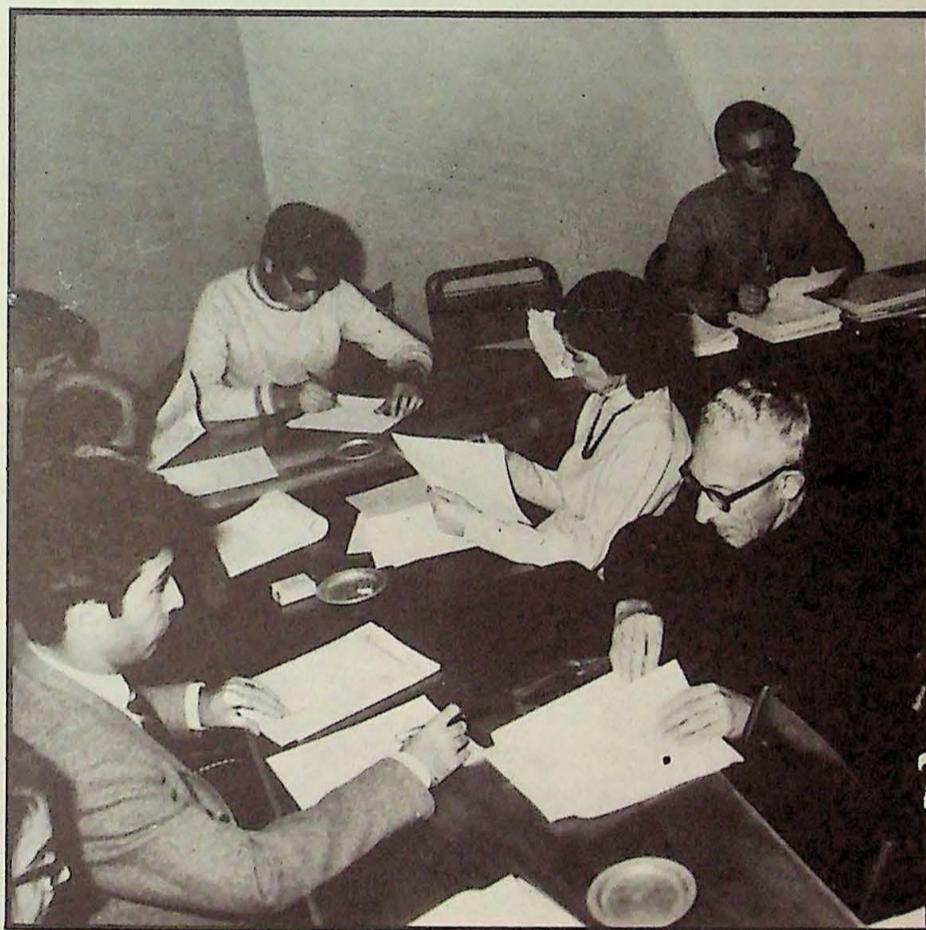
et une ligne réformiste qui n'ose pas s'avouer.

... Ou dogmatisme empirique

La réalité est tout autre. Le P.S.U. est à la recherche d'une orientation révolutionnaire efficace dans le cadre d'un pays capitaliste développé (c'est-à-dire un pays qui est une métropole impérialiste) sans croire qu'il suffise de se référer à une orthodoxie préétablie (l'un des courants du marxisme) pour parvenir à une pratique réellement révolutionnaire. Les discussions de ce fait portent au P.S.U.

monter en particulier l'empirisme, c'est-à-dire une façon changeante de s'adapter aux situations sans les dominer véritablement. Mais, disons-le clairement, ces difficultés nous paraissent moins considérables que celles qui résultent du dogmatisme ou de l'a priori dans lesquels se débattent les groupes révolutionnaires oscillant entre le sectarisme organisationnel et l'appel sans écho à la spontanéité des masses.

Nous pensons par conséquent que nos camarades de la Ligue communiste devraient faire un nouveau pas en avant et se poser sérieusement la question d'une confrontation vérita-



Elie Kagen

sur la nature des rapports entre parti et masses, aujourd'hui sur la nature de l'action de masse, sur la signification de la lutte pour le contrôle ouvrier, sur les instruments d'analyse du capitalisme contemporain, sur les modalités de construction d'un parti révolutionnaire, sur les problèmes de l'auto-organisation des masses face à l'organisation capitaliste dans l'entreprise et dans la société. Nous concéderons à Henri Weber que dans sa tâche le P.S.U. a de lourds handicaps à surmonter dus à son propre passé et à l'ambiguïté qui a présidé à sa fondation (le refus de la S.F.I.O. et du P.C.F. ne suffisait pas à fonder une stratégie) : qu'il lui faut sur-

ble avec le P.S.U., c'est-à-dire portant sur les interventions, les initiatives et les actions susceptibles de préparer la construction d'un parti révolutionnaire dans notre pays. Nous sommes persuadés qu'on ne peut se contenter de se féliciter du succès rencontré dans l'opinion par la campagne sur l'armée : nous pensons même qu'il serait dangereux pour la Ligue communiste d'y voir essentiellement un moyen de refaire ses forces. Tâchons de voir un peu plus loin et de faciliter par notre comportement réciproque les discussions qui permettront de clarifier les perspectives politiques en dépassant l'esprit de chapelette. □

La Banque Nationale de Paris résulte de la fusion B.N.C.I.-C.N.E.P. en juillet 1966. De ce fait, elle a trois sièges centraux et environ 150 agences dans la région parisienne.

Sièges centraux :

Siège social : 2.000 personnes, mais beaucoup de gradés et de cadres. L'implantation syndicale est très faible du fait que la direction générale ne veut aucune lutte revendicative.

C.G.T. : une dizaine d'adhérents, C.F.D.T. : une dizaine d'adhérents.

Bergère : 2.000 personnes. Ex-siège social du C.N.E.P., il est devenu le centre administratif de la fusion. L'implantation syndicale y est assez forte.

C.G.T. et C.F.D.T. Les autres organisations syndicales : F.O., « C.F.T.C. maintenue » et S.N.C.B. (C.G.C.) : 15 % du personnel.

Barbès : 5.000 personnes. C'est l'ancien centre administratif de la B.N.C.I. Ici les luttes y sont « dures ». L'implantation syndicale y est très élevée.

C.G.T. : 33 % ;
C.F.D.T. : 24 % ;
C.F.T.C. : 20 % ;

Il y a également une cellule du P.C.F. qui ne se manifeste que pour des événements politiques (Tchécoslovaquie, élections présidentielles). Il existe à côté certains groupes de Mai :

« Lutte ouvrière », très actif et dynamique ;

— Revalorisation substantielle immédiate des points de machines ;

— Accession aux différents coefficients par une plus large attribution de points ;

— Effectifs suffisants pour faire face à la matière à traiter.

Les mécanos ont débrayé sans faire appel à la C.G.T., C.F.D.T.

La D.G. ne voulait pas négocier. Les mécanos ont engagé une action plus tenace en débrayant 1 h. par jour. La C.G.T. et la C.F.D.T., soutenus par F.O. sont entrés dans l'action engagée mais pour tenter de la court-circuiter.

Proposition de la D.G. :

— Climatisation : programme étalé sur 3 ans ;

— Révision des cas de 25 à 30 % des intéressés.

— Refus des mécanos et l'action repart, freinée par la C.G.T. et la C.F.D.T. La direction répond par une note de service le 19 août, en menaçant de lock-out de la demi-journée (si les mécanos décident d'un débrayage d'une demi-heure, ils ne pourront pas reprendre le travail et subiront une retenue sur la paye correspondante).

Les opérateurs sur matériel électronique décident d'un cahier de revendications et se joignent aux mécanographes (grèves dirigées dès le départ par les syndicats).

Revendications :

— Réduction des paliers d'in-

brayage à 18 heures, pour voir passer les programmeurs-briseurs de grève ; un cadre leur donne l'ordre de partir ; les opérateurs discutent.

La D.G. annonce :

Avertissement du 2^e degré pour une vingtaine de gars, dont trois délégués ;

Suspension de fonction et mise à pied ;

— Passage au conseil de discipline.

Manifestation organisée dans la boîte et dans les rues avoisinantes malgré les réticences de la C.G.T. qui craint de se faire déborder.

Le lundi suivant, la D.G. accepte de lever les sanctions à condition que les organisations syndicales en lutte (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C.) s'engagent à ne pas organiser dans l'immédiat des réunions d'opérateurs et de mécanographes.

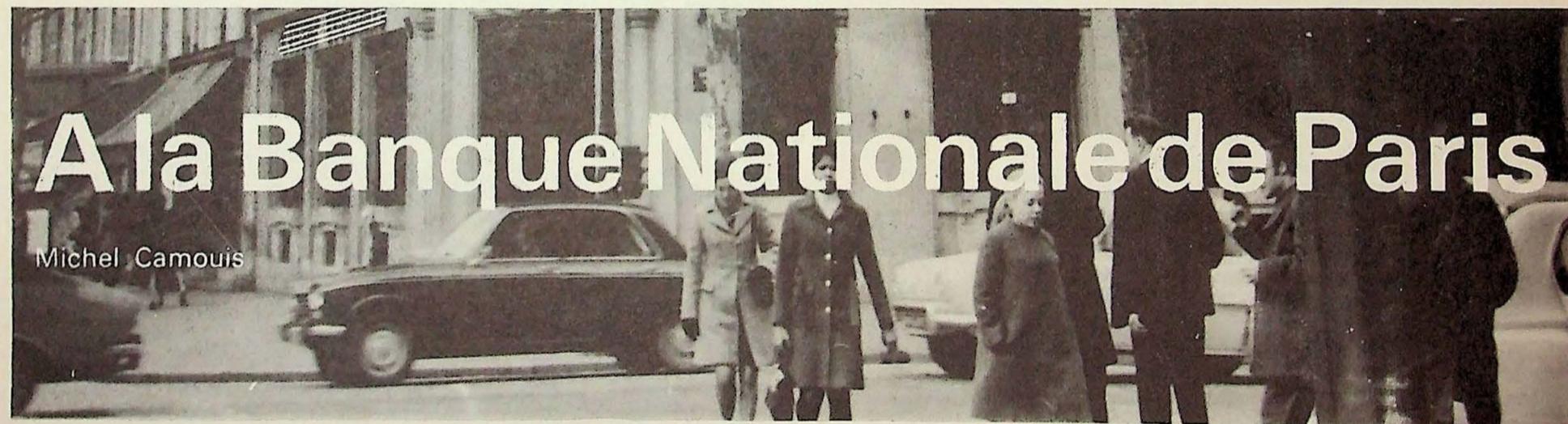
A la suite de ces grèves, il y eut des interventions extérieures à la banque :

— A.J.S. qui réclamait des interventions du personnel ; elle s'est fait matraquer par la C.G.T.

— Lutte ouvrière sur les conditions de travail d'un service non en grève. Les camarades ont reçu un tract avec les appréciations de la C.F.D.T.

Ceci nous montre que la C.G.T. et la C.F.D.T. ne veulent pas qu'un parti autre que le P.C. prennent naissance à l'intérieur de la B.N.P. car ils parviendraient à trop remuer les gens.

— Le P.S.U. s'est manifesté également, mais en commettant deux



Agip

« Humanité rouge » : ils ne veulent rien faire ;

Ligue communiste : sont victimes de leur sectarisme ;

A.J.S. : très peu développé.

La direction générale de la B.N.P. a connu un été chaud dans le secteur le plus névralgique de la Banque.

Fin juillet les mécanographes ont débrayé sur des bases de revendications catégorielles pendant 1/4 d'heure par jour :

Suppression des disparités de salaires entre mécanographes ;

— Climatisation des ateliers mécanographiques ;

corporation des compléments de salaire pour horaire décalé.

— Garantie d'une semaine de travail sur 4 nuits.

La D.G., sur le premier point, refuse de discuter. En ce qui concerne le second elle n'accepte de garantir qu'une semaine d'horaire décalée le matin ainsi que le soir et une semaine de nuit sur cinq.

Les opérateurs jugent ces propositions insuffisantes et débrayent... La D.G. décide d'employer le lock-out et fait appel aux programmeurs (agents de maîtrise) pour faire leur travail.

Les opérateurs décident d'un dé-

petites erreurs qui donnèrent l'occasion à la C.G.T. et à la C.F.D.T. d'envoyer une lettre pour protester. Ces erreurs portaient sur les revendications des opérateurs : « garantie d'une semaine de travail sur quatre nuits » et « une nuit de repos sur quatre ». La réplique des deux syndicats fut : — que le tract était totalement faux ;

— qu'il fallait « revoir » les sources d'information, etc.

A noter que des erreurs de ce type doivent être évitées à tous prix, car elles risquent de minimiser, voire de briser l'action entreprise. □

DEPUIS longtemps les élèves supportaient mal les méthodes d'enseignement de l'école et les brimades dont elles étaient l'objet. Dernièrement elles ont décidé de remettre feuille blanche à une interrogation qu'elles ne pouvaient pas matériellement préparer.

Cela se passe à l'Ecole hospitalière d'Aix.

La directrice va réunir le Conseil Technique pour indiscipline collective aujourd'hui mardi 17 février, à 11 h 30. Les parents ont tous reçu une lettre où la directrice explique qu'un noyau d'agités empêche les autres de travailler. On connaît la chanson de la répression pour les serviteurs du capitalisme. « Il n'y a pas de problème, il n'y a que des meneurs. » Eh bien non.

La lutte des élèves infirmières est collective, et ce qu'elles remettent en cause nous concerne tous.

Enseignement payant, travail non rémunéré à l'hôpital permettant de débaucher du personnel, soins payants, aucune éducation à la responsabilité le matin dans les services. Esprit d'adoration pour les médecins qui viennent faire les cours quand ça leur chante, respect de la hiérarchie, esprit de « vocation » : on essaie de faire croire que le métier d'infirmière n'en est pas un, que c'est un apostolat. Et les brimades : si la jupe est trop courte, la directrice fait repartir l'élève l'ourlet décousu, les notes sont envoyées aux parents ou au mari.

A travers tout cela, le rôle de l'école est très clair :

Le but n'est pas une formation technique de qualité, on veut surtout former des infirmières à l'esprit bourgeois : les patrons et l'Etat veulent des infirmières bonnes sœurs.

— Pour défendre la hiérarchie qui sert à perpétuer les privilèges d'une caste médicale alors que de plus en plus ce sont les infirmières qui font tourner l'hôpital, au point de vue médical.

— Pour empêcher l'union des infirmières avec les autres couches des employés de l'hôpital avec lesquelles elles commencent à se sentir solidaires.

— Pour que la Santé soit toujours une occasion de profit pour quelques-uns (exemple récent du laboratoire dénoncé et partiellement mis en échec par notre dernier tract) et surtout un opium pour les travailleurs.

On les soigne de façon à ce qu'ils ne se rendent pas compte que c'est leurs conditions de vie et de travail qui les rendent malades, qu'on ne les soigne que s'ils sont encore utiles pour les capitalistes. **On veut leur faire croire que la santé est une charité qu'on leur fait alors que c'est un droit qu'on leur vole.**

Quand les élèves infirmières luttent pour ne pas devenir des bonnes sœurs, elles mènent le même combat que les étudiants qui n'acceptent pas d'être formés pour servir les capitalistes.

Elles combattent en fait les mêmes ennemis que nous. Elles sont les alliées du personnel aujourd'hui, et demain elles en feront partie. □



*Ils sont nés
avec la nouvelle année*

De notre correspondant à Marseille

Acip

Echec au patron de l'Anodisation

La semaine dernière, un délégué a été mis à pied avant licenciement. La direction invoquait divers prétextes et devait convoquer l'inspecteur du Travail, cependant que les délégués au C.E. refusaient, vendredi après-midi, de faire le jeu de la direction.

Le patron fit alors une brusque marche arrière et revint sur sa première décision.

Pour tirer le plus grand profit sur le dos des travailleurs, les patrons et leur Etat ont besoin d'ouvriers dociles et soumis à la dictature capitaliste.

C'est pourquoi les patrons répriment les travailleurs qui ne produisent pas suffisamment à leur avis ou qui ont choisi de défendre les intérêts de la classe ouvrière et de ses alliés.

C'est pourquoi aussi leur Etat

réprime ceux qui luttent contre l'ordre bourgeois :

— Interpellation des militants lors des manifestations sur le Vietnam et samedi à Aubervilliers ;

— Intervention de la police lors de la dernière grève à l'E.D.F., etc.

Pourquoi le patron a-t-il reculé cette fois ?

L'année dernière, à Coder, Prior, Freitag... des tentatives de licenciement ont eu lieu. La mobilisation des travailleurs de ces entreprises les ont stoppées. Cette fois encore c'est parce que les travailleurs commencent à se mobiliser pour défendre un des leurs que la direction a reculé. C'est aussi parce que les travailleurs d'autres entreprises contactés, mis au courant de cette affaire, envisageaient une action de solidarité.

Face aux patrons unis pour ex-

ploiter la classe ouvrière à leur profit, seule la solidarité de classe des ouvriers et de leurs alliés (employés notamment) mène à la victoire par la lutte.

Les patrons reculent mais ne seront jamais vaincus tant qu'ils existeront. Celui-là n'en est pas à son premier licenciement, et un travailleur visé est toujours un travailleur en danger.

Le capitalisme se développe d'abord sur le terrain où il tire son profit : l'entreprise. C'est pourquoi la lutte contre l'ennemi de classe se mène d'abord dans l'usine.

Pour que la dictature patronale disparaisse dans l'entreprise, nous devons mener la lutte contre le patron et aussi contre la société capitaliste et son Etat.

Il n'y a pas séparation entre la

lutte pour des avantages matériels (économiques) et la lutte pour la prise du pouvoir politique.

Tout combat doit être politique.

C'est pourquoi le P.S.U. appelle les travailleurs à s'organiser politiquement dans l'entreprise pour mener ce combat. □

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Caribaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

Ils sont 500.000 en France

« Ils », ce sont les travailleurs en régie, cette main-d'œuvre que l'on avantage ici, que l'on défavorise là, masse laborieuse fluctuante qui fait le jeu d'un patronat avide de profits.

Depuis pas mal d'années déjà, le problème des régies, que ce soit à l'arsenal de Toulon ou aux Chantiers de La Seyne, suscite bien des remous.

Durant les deux derniers mois, une centaine de licenciements ont été effectués aux C.N.I.M., quatre-vingt-seize à La Provençale. A l'arsenal, ce sont deux cent quarante licenciements qui sont proposés, dont cinquante ont été effectifs fin février.

Ces quatre cents licenciements sont licites !

Les commandes viennent-elles à diminuer, les matières premières à manquer, les ouvriers en régie sont remis à la disposition de leurs entrepreneurs.

Le patronat y trouve son avantage :

Au gros patronat capitaliste comme à l'Etat patron, l'augmentation de la main-d'œuvre permet de faire pression sur les salaires, d'embaucher à moindre prix. En période de régression, la loi l'autorise à supprimer cette charge.

Les entreprises privées lui louent les services de leurs salariés et en reçoivent des sommes importantes.

Les lois capitalistes protègent bien les marchands d'hommes !

Tous cherchent à diviser pour mieux régner. En créant diverses catégories d'ouvriers, en avançant les uns et en défavorisant les autres, ils visent à dresser les salariés les uns contre les autres. Ils espèrent porter atteinte à la solidarité ouvrière.

Mais les ouvriers ne sont pas dupes...

Ils ont compris depuis longtemps qu'ils « font toujours les frais ».

Ils savent qu'aux licenciements des « régies » succèdent les autres licenciements (exemple : Port-de-Bouc).

Les travailleurs à statut sont solidaires de leurs camarades des régies dans toutes les luttes à mener.

Face à l'adversaire commun, le patronat, c'est dans l'union que tous les travailleurs varois refuseront les licenciements et imposeront leur volonté ; c'est dans l'union qu'ils franchiront cette première étape vers le contrôle ouvrier qu'ils opposeront au pouvoir arbitraire de l'Etat capitaliste. □

La S.N.C.F. et le secteur privé

Dans notre boîte, bien qu'elle appartienne à ce que l'on appelle le secteur public, nous nous apercevons de plus en plus depuis quelques mois que la direction, par son système de notation en particulier, veut introduire la division à l'intérieur des ouvriers et par là-même faciliter la répression.

La notation 1970, avec ses 40 indices, fait qu'il y a une infinité de catégories, ce qui permet d'une part de surveiller et de punir les militants trop actifs, d'autre part de dresser les uns contre les autres les travailleurs, ce qui est le meilleur moyen pour le système capitaliste de régner.

Osons lutter. Aux Ateliers du Prado comme partout ailleurs, c'est remettre en cause le pouvoir absolu de la direction et voir qu'en fait, derrière elle, c'est l'Etat capitaliste lui-même que nous devons abattre.

De plus en plus nous assistons au démantèlement de notre outil de travail. Dans la S.N.C.F., l'Etat tend à donner de plus en plus des assurances et des sources de nouveaux profits aux capitalistes, prouvant bien là quel est son véritable rôle : celui d'un Etat directement au service du capitalisme.

Exemple : dans nos ateliers, le passage de l'industrie privée de la réparation des équipements électriques des voitures à la société Seige et Sobos, la peinture des plaques, le nettoyage des locaux, ainsi que les nouvelles règles d'entretien du matériel au mépris des règles de sécurité. Ceci, comme

partout ailleurs dans la S.N.C.F., entraînant des licenciements, le nombre des ateliers passant de 15 à 8 en 6 ans.

Nous n'avons pas à défendre en tant que tel le secteur public par rapport au secteur privé, car nous voyons bien, à travers tous ces exemples, qu'ils sont complémentaires et que la complicité entre l'Etat et les capitalistes, à la S.N.C.F. comme ailleurs, fait que de toute façon la source de notre exploitation est la même.

Par contre, il faut lutter contre le passage à l'industrie privée d'un grand nombre de secteurs de la S.N.C.F. dans la mesure où cela entraîne un grand nombre de licenciements pour les travailleurs. Sachons lutter avec tous les camarades de la S.N.C.F. Leur combat est le nôtre.

Le gouvernement affaibli est attaqué par de nombreuses couches sociales ; il se doit de passer des alliances de plus en plus larges, y compris — pourquoi pas ? — avec une partie de la classe ouvrière. C'est le sens des « contrats de progrès » à l'E.G.F., de la « nouvelle société », qui ne visent qu'une chose : l'intégration, par des conventions, par des discussions où l'on s'enlise, des syndicats et par là-même de la classe ouvrière.

Comme partout ailleurs, il faut opposer aux manœuvres de l'Etat pour intégrer la classe ouvrière une intensification de la lutte de classes, pour dans un premier temps faire échec à l'Etat capitaliste, et l'abattre dans un deuxième temps. □

Quoi de neuf chez Citroën ?

Pierre Gautier

« Les légions de l'Empire ne gardaient pas seulement les frontières de l'ennemi extérieur mais étaient chargées d'empêcher la fuite de ces nouveaux esclaves qui voulaient quitter l'empire pour échapper à cette forme nouvelle de servitude. Et Rome sombra, sans que cela fût autre chose qu'un symptôme de la déchéance d'une société incapable de se libérer de son inhumanité.

Il ne faudrait pas chercher beaucoup de nos jours pour trouver des

exemples comparables de méconnaissance des aspirations naturelles de l'homme. »

(Extrait de « La vieillesse du Prince ». P. Bercot.)

De temps à autre des débrayages limités dans des secteurs d'ouvriers qualifiés ou soumis à des conditions de travail hors de la normale : outillages, centrales,

pistoleurs et chaîne de peinture du XIII^e et du XV^e et de Clichy.

Après juin, à la suite des licenciements de mensuels et du fourbi de récupération d'heures de grève pour rembourser ses avances de salaires à la direction, il y a eu de nombreuses démissions, parfois provoquées, mais pas toujours.

Les « Indépendants S.I.S.C. », « Syndicat Indépendant des Salariés Citroën » servent à la direction pour signer certaines notes de service baptisées en l'occurrence « accords » comme en février 69 pour la mensualisation des ouvriers

ayant 20 ans et plus de boîte.. et complétant le règlement intérieur, sans avis du comité d'entreprise, par des syndicats qui n'ont aucun représentant (F.O. désavoué par sa Fédé. Métaux et C.G.C.). Faut l'faire, dirait Biraud...

... Et la « participation »...

Pour ça, faites confiance aux « Indépendants ». Bénévolement, ils s'en chargent. Pour les provocations, les voies de fait, les insinuations les plus grotesques, ils se posent un peu là, plus qu'au travail...

A l'occasion de leur congrès confédéral (à Versailles, excusez du peu) ils ont organisé une manif (mais voui, Marcellin bien d'accord)... au soldat inconnu. Ils ont ranimé la flamme, leur appel était rédigé en plusieurs langues et fut largement diffusé chez Citroën, et aussi chez Simca. Chez Citroën, ils se targuent de 15.000 adhérents... Etaient-ils 1.000 à leur manifs ? A grand peine, sur 2.000 congressistes.

Début décembre, dans un tract, ils pleuraient pour 2 % de rallonge afin de tenir leurs promesses. Citroën a lâché 0 f 08 aux manœuvres et O.S., 0 f 12 aux P.1 et aux P.2 et 0 f 14 aux P.3 = même pas 2 %.

A la veille de Noël, dans un texte grotesque, ils ironisent sur la C.G.T. qui distribuerait, d'après eux, des insignes, des porte-clefs, des livres, des disques et de bons week-end de neige aux militants suivant leur nombre d'adhésions. L'an dernier le C.E. avait organisé un voyage en Angleterre pour le tournoi des 5 Nations : 175 F la place. Eux, pour le match d'Edimbourg ne demandent que 350 F, et 170 F pour un week-end à la neige (par avion). Ils sont donc aussi pour participer au vidage de nos poches.

De même, ils considèrent la suppression du pointage comme une victoire, bien que les gardiens aient consigné de noter les matricules et noms des retardataires, et d'autres formes de brimades soient mises au point. Ils débâtèrent sur la qualité des repas servis aux self-services et contre les achats de colonies de vacances, l'implantation de maisons familiales, et celle d'un parc de camping, pêche et loisirs à Tournan-en-Brie. Ils préfèrent que l'on soit exploité par Trigano, les clubs et agences de tourisme bien capitalistes, à participation de Paribas dont Bercot est membre du conseil d'administration. Par hasard, n'en doutons pas, quand il n'écrit pas, cet homme a besoin d'employer ses loisirs. Pour arrondir son pécule, pas le nôtre.

Bien qu'en cinq ans, l'entreprise compte plus de 7.000 travailleurs en moins dans les usines de la région parisienne, Citroën cherche des travailleurs à exploiter. Il lui est difficile de recruter des professionnels et même des O.S. Dépassant largement l'agglomération parisienne, la réputation de la firme d'usine-prison s'étend en Espagne, au Portugal, au Maghreb et en Afrique noire.

Le « syndicat indépendant » de la C.F.T., implanté avec l'aide de cadres venus de Simca ou d'ailleurs, a un passé chargé d'anticommunisme. Les fins de mois, les impôts, les cadences sont aussi dures et lourdes pour tous. L'anticommunisme, ça ne sert pas à payer les bouchers, les laveries,

les notes d'hôtel, de meublés ou de loyers pour les privilégiés ayant le bonheur d'être pas trop mal logés. Même M. Fontanet a du mal à ne pas faire trop de peine à Bercot. Mais devant les scandales trop criards de Citroën vis-à-vis de la législation du travail édictée par son ami Paul Bacon et les gaullistes Grandval, Janneney, Schumann, Fontanet ne peut faire autrement, même en laissant traîner les choses, que d'inciter Bercot et compagnie à faire quelques concessions aux syndicats sur l'affichage, le comité d'entreprise de la région parisienne, les comités d'hygiène et sécurité. Bercot, pour récupérer, va sans doute lâcher un peu de mou aux S.1, S.O, afin d'essayer de trouver une majorité à sa boîte au prochain C.E. S'il y parvient, ensuite il reprendra son système répressif anti-syndical et anti-politique. En fait, s'il y a de bons agents de propagande P.C. et divers gauchistes qui sont, paraît-il, des agents de Moscou, de Pékin et de l'anarchie, c'est bien dans la direction qu'il faut aller chercher les inspirateurs. Sans cause, pas d'effets. Sans feu, pas de fumée. La raison du communisme, du marxisme, du gauchisme, c'est l'injustice sociale, l'exploitation du travail et de la vie dans tous les domaines et par tous les moyens que le capitalisme s'ingénie à fabriquer.

Bercot fait le maximum pour réduire la durée du travail à son profit.

Si cette année on bat des records de sortie de voitures et véhicules divers, on peut aussi atteindre le record Citroën du plus petit nombre d'heures travaillées par voiture sortie : ou par millions de chiffres d'affaires. La direction pourrait-elle demander autre chose au comité d'entreprise ?

Est-il possible au C.E. d'avoir communication du montant global et particulier des salaires annuels des dix personnes les plus cher payées chez Citroën et ce pour les trois dernières années ?

Est-il possible que tous les ouvriers puissent avoir connaissance de la grille des salaires horaires et de leur hiérarchie ?

Est-il possible aux mensuels de connaître le barème des classifications et des échelons particuliers à chaque fonction ?

Est-il possible à chaque travailleur ou groupe de travailleurs de consulter les gammes de chronométrage afin de savoir si les temps, d'une part, et les charges de travail, d'une autre, correspondent à la préparation et à l'analyse de leur poste par les préparateurs et chronos, et si la maîtrise ou l'agent de secteur n'en « remettent pas » en enlevant des manœuvres et en ajoutant de la manutention, de l'approvisionnement ou de l'évacuation de production terminée et de déchets ?

EXTRAIT DU REGLEMENT INTERIEUR

Dispositions générales :

Il est strictement défendu, sous peine de renvoi :

3° - de se quereller, siffler, chanter ;

4° - de manquer de respect au personnel dirigeant ou surveillant ;

6° - de prendre des photos dans l'enceinte de l'usine ;

8° - de s'absenter de son travail ou de quitter sa machine sans motif justifié et sérieux ;

13° - d'introduire, de distribuer ou vendre toute espèce de brochure, journaux, imprimés, tracts, dans l'enceinte de l'usine ou de diverses annexes ;

17° - de prendre la parole en public ;

18° - de susciter, organiser ou tenir des réunions ou rassemblements ;

19° - d'apposer des affiches ou des inscriptions sur les immeubles ou le matériel (même à l'extérieur sur les portes et murs).

QUELQUES INFRACTIONS AU CODE DU TRAVAIL CHEZ CITROEN

— **Les délégués du personnel** ne sont reçus collectivement qu'un jour par mois, fixé à l'avance une fois pour toutes, en fin de journée, quels que soient le nombre, la complexité et l'ampleur des questions à l'ordre du jour.

Toute revendication générale demandant une modification de salaires ou de règlement interne est considérée comme « pas de la compétence des D.P. ».

Dans leurs déplacements, les D.P. sont suivis à la trace par la maîtrise « S.I.S.C. » qui passe ensuite à confesse les travailleurs à qui un délégué s'adresse.

— **Comité d'entreprise** : Un seul C.E. pour les boîtes de la région parisienne. Subvention inférieure à ce qui était déboursé par Citroën avant la prise en charge des œuvres sociales par le C.E.

Le temps de déplacement de leur usine au local central ou aux réunions de commissions, est décompté dans les 20 h mensuelles.

Pas d'informations valables sur la marche de l'entreprise, ses programmes, les détails de production et de ventes.

Aucun moyen de secrétariat moderne pour noter les débats et in-

terventions, ni sténo, ni magnétophone. Tout est considéré comme secret.

Si un travailleur non mandaté veut participer aux Commissions du C.E., ce ne peut être qu'en dehors de son travail et à ses frais.

— **Les centres d'hébergement.** Le 1 % des salaires pour la construction est considéré par la direction comme n'étant pas du ressort de la compétence du C.E.

— **Pas de conseillère du travail** au Service Social.

— **Hygiène et sécurité** : Pas de Comité d'hygiène et de sécurité dans chaque boîte. La direction affirme qu'un seul C.H.S. avec six salariés suffit pour ses boîtes de la région parisienne. Les syndicats valables pas d'accord... Le ministère temporise...

1° Les médecins du travail sont pratiquement inconnus dans les ateliers. Ils sont employés à détecter les aptitudes et inaptitudes des travailleurs, mais pas à détecter ni à combattre les causes pour lesquelles les travailleurs deviennent inaptes à certaines catégories de postes : intoxication ou incommodation (allergies en particulier).

2° Il a fallu des années pour que Citroën consente à remplacer des berlines 2 CV par des breaks AMI 6 comme ambulances. Ce fut grâce (!!!) au décès d'un travailleur de Levallois qui n'a pu recevoir des soins nécessaires à son état (crise cardiaque).

3° En cas d'arrêt de travail pour accidents, Citroën fait intervenir ses « services » auprès des médecins ou chirurgiens s'il est jugé que le temps d'hospitalisation ou de convalescence est trop long. Citroën conteste ou fait contester par la Sécurité sociale de nombreux cas d'accidents du travail ou de maladies professionnelles.

4° Sur les postes exposés à des risques de maladies professionnelles les travailleurs ne sont pas au courant des causes précises pour lesquelles il leur faut se protéger, à moins d'être informés par des camarades ou des militants.

5° Le travailleur exposé à des dommages corporels doit demander avec insistance les moyens de protection nécessités par son poste (gants, tabliers étanches, pomme de protection contre dermatoses...).

6° Dans le cas d'accident à un pied ou à une main, des travailleurs se sont vus renvoyés, après pansement et parfois même radioscopie, à leur poste ; certains ont dû s'arrêter ensuite plus longtemps qu'il n'aurait été initialement nécessaire.

La liste pourrait être allongée !



La mort du « Che » a marqué, pour un temps, la déroute de la seule théorie stratégique révolutionnaire en Amérique Latine. A reproduire mécaniquement les formes de la lutte armée cubaine — le « foyer » révolutionnaire — sans analyse approfondie du degré de maturation des affrontements de classes dans chacun des Etats latino-américains et des conditions de préparation politique des masses rurales et urbaines, la voie guévariste risquait de conduire à un aventurisme suicidaire... Le repli temporaire de Cuba sur la construction du « socialisme dans un seul pays », son soutien politique à la « révolution » des colonels péruviens et, plus discrètement, à l'expérience bolivienne du général Ovando ne manquent pas de créer un climat de relatif désarroi stratégique. Paradoxalement, la solution putschiste « de gauche » — type Pérou — semble y trouver quelque crédibilité. C'est pourquoi il importe d'en situer la portée réelle dans la lutte anti-impérialiste :

Nationalisme et nouvelles élites

● En premier lieu, ce type de régime ne peut être assimilé ni aux dictatures oligarchiques et militaires de type traditionnel (Brésil) ni aux tentatives libérales et parlementaires (régime Frei au Chili) représentatives de cette « troisième voie » rêvée par les démo-chrétiens. L'ouverture diplomatique vers les pays de l'Est, la lutte engagée contre les oligarchies latifundiaires (réforme agraire) et certains intérêts impérialistes (nationalisation du pétrole) leur donnent dans l'immédiat une relative audience populaire et une originalité politique indiscutable.

● Ce progressisme militaire résulte cependant de la conjonction de deux courants spécifiquement petits bourgeois :

1. La tradition populiste telle qu'elle a pu s'exprimer à partir des années 1930, avec les expériences Peron en Argentine et Vargas au Brésil.

2. Un courant moderniste et technocratique formé selon le modèle idéologique et culturel diffusé par les organisations interaméricaines (BID, CEPAL).

Ces deux courants, représentatifs des aspirations des couches moyennes urbaines ont le même agent d'expression politique, la couche des jeunes officiers et des « tenants » (lieutenants), et un projet commun : l'industrialisation sur une base nationale. De ce point de vue, les éléments les plus caractéristiques des régimes bolivien et péruvien répondent à une double exigence : contrôler les secteurs économiques primaires (usines

et agriculture) afin de disposer des bases indispensables à une « accumulation primitive » de type capitaliste, réaliser l'alliance politique bourgeoisie industrielle-masses afin d'arracher aux vieilles oligarchies, entrées ouvertement en collusion avec l'impérialisme, leur monopole économique et politique. Mais cette conception du développement national implique également la construction accélérée d'une bourgeoisie urbaine regroupant l'élite universitaire et technocratique, la nouvelle caste militaire, les éléments les plus avancés des « milieux d'affaires ».

Il y a là, un élément d'instabilité croissante : l'assise politique de tels régimes est fondée sur une mobilisation des masses rurales et urbaines qui ne peut trouver son débouché dans les formes actuelles du pouvoir militaro-technocratique. Ainsi la méfiance à l'égard de l'émergence politique réelle des masses, limite singulièrement la portée de la réforme agraire notamment à l'égard de la communauté indienne des hauts plateaux. Par ailleurs, le renforcement du prolétariat urbain devrait à terme réduire à ses justes proportions de contradiction secondaire l'opposition actuelle bourgeoisie moderniste-oligarchies. La menace d'un réel mouvement de masse peut, dans un premier temps, contraindre à la radicalisation des équipes au pouvoir. Les possibilités d'aboutissement d'un tel processus sont néanmoins douteuses :

● L'idéologie populiste, par les illusions qu'elle entretient, est un facteur puissant de désorganisation politique des masses et d'intégration plus ou moins corporatiste des syndicats (cf le peronisme).

● L'oligarchie traditionnelle, pour l'instant condamnée au reflux, conserve virtuellement tous ses moyens d'intervention politique à l'intérieur (l'armée supérieure) et à l'extérieur (l'appui américain). Un retournement brutal d'alliance de la bourgeoisie moderniste n'est donc pas à exclure.

L'impérialisme : Enjeux principaux et enjeux secondaires

● Mais en définitive, le contrôle de la situation reste aux mains de l'impérialisme nord-américain. Or, celui-ci connaît, depuis quelques années, une évolution sensible de ses enjeux et de ses formes d'intervention :

1. Les Etats-Unis ne sont plus disposés à défendre systématiquement les intérêts privés américains quels qu'ils soient. Ainsi l'amendement Hickenlooper qui veut que toute nationalisation de biens américains en-

traîne ipso facto suspension des relations diplomatiques et de l'aide économique n'a pas été appliqué mécaniquement au Pérou et à la Bolivie.

2. C'est que, depuis une décennie, les Etats-Unis ne défendent plus coûte que coûte le partage traditionnel du Travail entre les deux Amériques : Le Sud confiné dans l'économie de plantation et la production de matières premières à bon marché, le Nord ayant le monopole de la valorisation industrielle. L'exemple de l'Argentine et du Brésil a prouvé que l'impérialisme, en acceptant — voire en encourageant — l'industrialisation nationale perdait, certes, des sources d'approvisionnement et des marchés de consommation d'une échelle considérable mais qu'en contrepartie, il pouvait y trouver les moyens d'un contrôle financier et technologique très puissant ainsi qu'un débouché sans précédent pour les secteurs les plus avancés de son propre appareil productif (les biens d'équipement).

3. Cette mutation ne va pas sans contradictions nouvelles pour le capitalisme américain : ses intérêts traditionnels (investissements agraires et miniers, exploitation de biens de consommation) sont sacrifiés à la nouvelle stratégie des groupes financiers (exportations de capitaux et investissements industriels). Mais l'intervention de l'impérialisme est de plus en plus globale, et se déplace vers l'instance politique et culturelle : la meilleure garantie des intérêts stratégiques et financiers américains, se trouve dans le contrôle du modèle global de développement adopté par chacun des Etats latino-américains.

C'est pourquoi l'on assiste à une diversification des canaux de pénétration impérialiste — experts techniques, organisations internationales de « coopération », présence dans les appareils nationaux d'enseignement ou de planification... — et à une apparente tolérance politique. En fait, l'impérialisme sait, selon les situations nationales, jouer tour à tour la carte de la dictature fasciste (Brésil), de la « troisième voie » (Chili) ou du progressisme nationaliste (Pérou) afin de mieux préserver l'« essentiel » c'est-à-dire le mode de production et de développement capitaliste.

Il reste d'ailleurs une limite bien précise à la « compréhension ». Des « révolutions » boliviennes de 1952 (Paz Estensotto) ou de l'expérience guatémaltèque de 1954 (Arbenz) à la chute de Joao Goulart (au Brésil en 1964) et de Juan Bosch (à St-Domingue en 1965), l'impérialisme n'a pas changé : son alliance avec le fascisme militaire se renoue chaque fois que le national populisme petit bourgeois menace de faire place à un authentique mouvement populaire anti-impérialiste. □

Parmi les campagnes décidées par notre dernier Conseil National, celle sur l'impérialisme est sans nul doute celle qui exige le maximum d'informations et d'explications auprès de la population. Aussi nos militants ont tout intérêt à approfondir leurs analyses et leurs arguments. Indépendamment des brochures qui vont paraître, il est du rôle du journal de faciliter cette recherche. Christian Leucate analyse ici les différentes faces de l'action impérialiste en Amérique latine, tandis que Roland Mallet nous rappelle que l'impérialisme n'est pas une entité vague et lointaine mais que notre propre pays est impérialiste.

T.S.

La répression contre les Réunionnais

Rolland Mallet

C'est un régime en crise qui frappe et nous montre sa faiblesse. Son objectif est de désorganiser et de disperser toutes les forces de lutte populaires qui menacent sa survie. Arrestations, interrogatoires, tentatives de corruption, menaces et intimidations font partie de l'arsenal de ses moyens de répression. Bordeaux, Lille, Lyon et Paris ont été le théâtre de ses toutes dernières opérations. Mais son champ d'exploitation est si vaste, qu'il doit porter ses coups partout où il exploite, partout où les masses sous l'oppression durcissent la lutte. En France comme dans les colonies.

Nous, Réunionnais engagés dans la bataille pour la libération de notre peuple, nous ne pouvions prétendre rester à l'abri des coups de la réaction. Au fil des dernières années, un véritable réseau administratif et policier a été tissé pour tenter de contrôler, surveiller l'immigration réunionnaise, mettre la main sur elle. Rapidement, en raison de son activité, l'Union Générale des Travailleurs Réunionnais en France (U.G.T.R.F.) a été considérée comme un empêchement de tourner en rond. Seule organisation à défendre les intérêts des travailleurs réunionnais, contraints à s'exiler pour trouver un emploi, elle a été prise, dès sa création, dans le collimateur des Renseignements généraux et même de la Sécurité militaire.

Mercredi 18 février, quatre agents de la neuvième brigade territoriale se présentent vers 5 h 30 du matin au domicile de notre président, Jacques Hoarau. Ils procèdent à une perquisition, emportant notes manuscrites, documents, ainsi que les archives de l'U.G.T.R.F., conduisent notre camarade dans les locaux de la Défense opérationnelle du territoire (D.O.T.) dans le 14^e arrondissement. Jusqu'à la fin de la matinée l'interrogatoire se poursuit. On essaiera d'extorquer à Jacques Hoarau des aveux sur son appartenance à un mouvement politique révolutionnaire dissous, sur sa participation à la reconstitution de ce mouvement. Mise en scène classique. On l'interrogera sur les activités et les projets du Parti communiste réunionnais, sur la manière dont il conçoit les changements dans la situation de notre pays. Pour la première fois, on tente de décapiter notre organisation. Vers 19 h 45, Jacques Hoarau, objet d'une « mission spéciale », est remis en liberté. Une partie des papiers saisis lui sera rendue, le reste accompagnera le rapport transmis à la Cour de sûreté de l'Etat.

Cette arrestation apparaît comme le franchissement d'une étape nouvelle dans le durcissement de la répression contre notre association : pour la première fois, en la frappant à la tête, on tente de la décapiter. C'est sans aucun doute la preuve que le dispositif policier mis en place n'a pas donné les résultats escomptés.

Quel dispositif ?

— D'abord, le contrôle du mouvement d'immigration. C'est le Bumidom qui l'organise. A sa tête, un ancien préfet, spécialiste de l'implantation coloniale. Son objectif : inciter les Réunionnais, surtout les jeunes, à s'expatrier vers la France, les prendre en main à Orly, les disperser autant que possible, éviter leur concentration. Maintenant, il aurait pour projet de les livrer par contingents à des firmes à la recherche de main-d'œuvre à bon marché, mais pas à n'importe lesquelles. Il choisit, notamment dans l'automobile ou l'industrie du pneu, celles qui passent pour avoir des méthodes de direction à poigne.

— Au foyer d'accueil ouvert en principe aux Réunionnais, c'est un fonctionnaire des Renseignements généraux, notoirement connu à la Réunion où il a exercé, qui commande et dirige.

— Dans certains restaurants de Paris fréquentés par des Réunionnais, le Deuxième bureau, le ministère des Armées, envoient leurs agents, recrutés parfois d'ailleurs parmi d'anciens colonisés.

— Même une organisation d'étudiants réunionnais a été mise sur pied pour les besoins de la cause, l'Association générale des étudiants réunionnais en Métropole (A.G.E.R.M.) ; son journal est dirigé par un fonctionnaire, très proche de M. Michel Debré.

A la Réunion

Assurément, un appareil comparable fonctionne à la Réunion même, sur le terrain de lutte de notre peuple :

— Un préfet qui a été un rouage du système colonial au Gabon, puis proche collaborateur du ministre de l'Intérieur durant les événements de mai-juin 1968.

— Un député d'honneur, ministre des Armées. C'est tout.

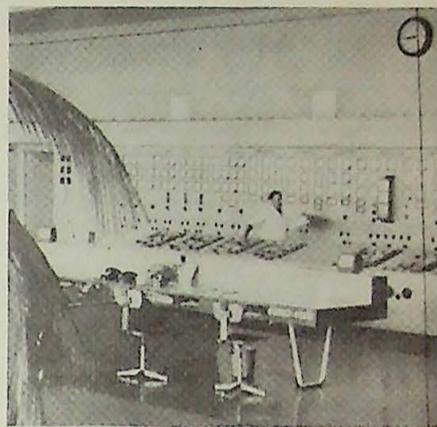
— Tout un dispositif militaire d'intervention, dont une partie basée à Madagascar, en mesure d'entrer en action en moins de deux heures, équipé d'avions, d'hélicoptères, de chars d'assaut, sans compter les bâtiments de guerre et la présence proche dans l'océan Indien de forces américaines.

— Une police plétorique, spécialiste du passage à tabac, procédé qu'elle applique sous le moindre prétexte.

— Equipes de nervis au service des hommes du pouvoir responsables de meurtres politiques au cours des campagnes électorales. La dernière des victimes, notre camarade Savigny en 1967.

Cette répression s'exerce à tout moment. Elle prend les formes les plus diverses. En 1962, une dizaine de fonctionnaires, sur ordonnance por-

tant la signature du Premier ministre d'alors, Michel Debré, sont embarqués pour la France, étant considérés comme susceptibles de « troubler l'ordre public » dans leur propre pays. Déportés à Paris ce sont eux qui ont créé l'U.G.T.R.F. Chaque fois qu'ils voyagent à l'étranger les dirigeants politiques de l'opposition font l'objet de contrôles tatillons et de fouilles systématiques. Saisies innombrables de journaux, condamnation de Paul Vergès pour publication dans « Témoignages » d'un article repris de « l'Humanité » et qui n'avait donné lieu à aucune action judiciaire. Et puis, la fraude électorale, le bourrage des urnes...



D.R.

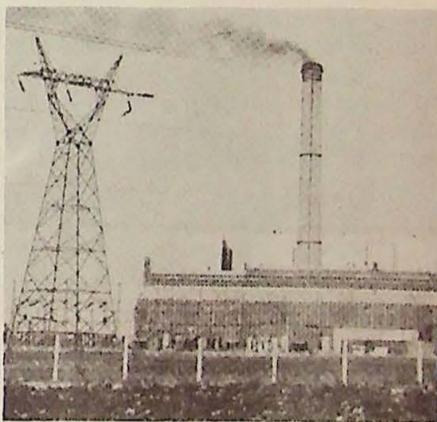


Ce régime qui interdit à la Réunion le film « Z » aux moins de dix-huit ans et installe devant le cinéma Piazza, à Saint-Denis-de-la-Réunion, des cars d'agents de police armés jusqu'aux dents, chargés de vérifier que l'on respecte son interdiction, ne répand-il pas une odeur venue du côté d'Athènes ? Il poursuit dans notre pays sa politique coloniale maquillée d'un statut de département.

Il n'y a pas eu de rupture : la Réunion subit toujours, comme il y a deux cents ans le pacte colonial. Des lois douanières datant de 1892, notamment, la contraignent à commercer presque exclusivement avec la France. En 1968, ce sont 87 % des exportations et 67,5 % des importations qui se faisaient vers la France.

Mais en même temps, les termes de l'échange se dégradent, c'est-à-dire que les capitalistes français accroissent sans cesse les avantages et les profits qu'ils peuvent tirer de l'exploitation. Le fossé se creuse entre les prix des marchandises vendues et celui des marchandises achetées. En 1946, le prix de la tonne achetée dépassait de 18 % celui de la tonne vendue. En 1948, ce pourcentage avait atteint 86 %. La valeur des achats s'est multipliée par quatre par rapport au tonnage, celle des ventes par 2,66 seulement.

Concentrations, ruines des petits commerçants et des petits planteurs, prolifération des bidonvilles, enrichis-



sement de plus en plus rapide d'un nombre de familles de plus en plus réduit, chômage de plus en plus étendu, sont la conséquence naturelle de ces rapports de domination sur notre pays.

Veut-on dans ces conditions nous contraindre à baisser les bras, par la menace et l'intimidation ? Veut-on nous forcer à renoncer à nos responsabilités ? Pour sa part, l'U.G.T.R.F. n'y est pas décidée. Elle continuera à mobiliser les immigrés réunionnais sur leurs revendications immédiates. Elle les appellera à la riposte chaque fois que l'arbitraire et la répression s'exerceront. Elle agira sans cesse pour faire prendre conscience à chaque émigré de la situation coloniale de notre pays et de la nécessité de bâtir une Réunion nouvelle réalisant les aspirations populaires. □

Après Nanterre...

André Biélany

Après les affrontements de la semaine passée à Nanterre, à Assas, les organisations étudiantes font leurs bilans, précisent leurs positions, définissent leur tactique pour les jours à venir. Problèmes de l'unité, en vue de l'offensive, systèmes d'alliances, mots d'ordre à avancer, pratiques à proscrire, tels sont les thèmes qui reviennent le plus souvent dans les débats. Or, n'ayons pas peur de le dire, la situation d'ensemble n'est rien moins que confuse, malgré son apparente clarté : d'aucuns voudraient réduire leur analyse aux mécanismes infernaux de la répression et de la provocation, d'autres à la parenté objective entre gauchistes et activistes d'extrême-droite manipulés au bout des ficelles gouvernementales contre les intérêts des étudiants.

Cependant, il est clair que les incidents éclatent dans une université profondément malade où la loi d'orientation s'avère tout bonnement inapplicable. Et ce, non pas par la faute de quelques activistes, mais bien parce qu'elle est en butte à l'hostilité des conservateurs, à l'indifférence de la

masse, parce qu'elle repose sur une analyse fautive de ce qu'est l'Université... et des événements de mai.

Le problème du pouvoir c'est aujourd'hui de masquer son échec, au même titre que la loi d'orientation était un replâtrage destiné à masquer les contradictions de l'Université bourgeoise.

Masquer un échec, c'est en masquer les causes et, au besoin, fabriquer d'autres « causes ». Aussi nos gouvernants et la bourgeoisie ont-ils tout intérêt à susciter des incidents par fascistes interposés, et à les exploiter. C'est ainsi que l'on pourra tromper l'opinion publique et éliminer les seuls vrais adversaires que l'on ait : les étudiants révolutionnaires. D'une pierre, deux coups !

Voici l'heure de la répression et de l'intoxication conjuguées. La police et la justice frapperont dans un premier temps les irresponsables qui se seront offerts à leurs coups. Puis, si les choses vont trop mal, viendra le tour des autres révolution-

naires. Ceux-ci doivent donc, plus que jamais, se garder des dangers qui les guettent : les provocations, la division et le réformisme défunt. Si nous nous refusons pour notre part à condamner comme irréductibles les militants de la gauche prolétarienne (cf édito) et certains anarchistes, force nous est de constater qu'ils jouent un rôle négatif dans les luttes de l'ensemble du mouvement étudiant : leur pratique retarde l'entrée dans la lutte de très nombreux étudiants et enseignants, elle isole l'avant-garde de la population, elle sert objectivement les intérêts de la droite trop heureuse des prétextes qui lui sont donnés d'agir en force. Bref, la pratique de ces militants est dangereuse.

Tout serait simple, si le rôle de l'U.E.C. (cf article de G. Féran) et du P.C.F. n'était pas aussi dangereux. Ayant joué résolument la carte de la participation, ils redoutent surtout les courants politiques qui pourraient les déborder « sur leur gauche ». A leur tour, ils usent d'une violence toute bureaucratique et fort peu révolutionnaire pour masquer les vrais problèmes de l'Uni-

versité, pour confondre aux yeux des masses fascistes et « gauchistes » en modulant le refrain de la discipline, du calme de la majorité, avec un vocabulaire qui ne répugnerait pas à un Marcellin, à un Guichard, à un Charpy.

Si les étudiants révolutionnaires doivent se montrer vigilants, ils doivent donc aussi prendre l'offensive pour déromper les masses, renforcer la lutte contre la répression et combattre unis la politique de la bourgeoisie, y compris dans l'Université.

Les articles ci-dessous reviennent sur ces questions. En tout cas le meeting du 6 mars à Nanterre a été un premier succès, en dépit des silences et des ambiguïtés de l'U.E.C., malgré les injures irresponsables de la gauche prolétarienne. C'est par des initiatives de ce genre que le mouvement étudiant doit gagner en cohésion et surmonter des obstacles tels que le sectarisme organisationnel des uns, l'aventurisme des autres, et l'indécision de la masse devant trop de morcellement. □

Questions au P.C.

Gérard Féran

Depuis plusieurs jours, la politique de répression du pouvoir se déchaîne de nouveau à l'Université : la voie royale de la nouvelle société fait un détour par les chemins douteux de la banalisation policière. Mais tous les chemins ne mènent pas à Rome et nos Césars n'ont pas encore gagné la partie. Or, celle-ci se joue, à n'en pas douter, sur le degré de combativité étudiante.

C'est précisément à cet égard que plusieurs faits significatifs sont intervenus ces jours derniers.

Premièrement, le vendredi 6 mars, au centre Assas de la faculté de droit de Paris, les fascistes, qui s'y croient chez eux, accueillent à coup de barre de fer des camarades venus tenir un meeting. Cela n'est pas nouveau ; ce qui l'est plus c'est la réaction de la masse des étudiants qui ont assisté à la bagarre. D'habitude, elle reste passive ; vendredi, elle a scandé « fascistes assassins » et, à l'arrivée de la police, « arrêtez les fascistes ».

Deuxièmement, quelques heures plus tard, une vaste réunion se tient à Nanterre à l'initiative de l'UNEF. Elle réunit près de 5 000 étudiants alors qu'on en attendait la moitié. L'unité presque complète

des mouvements d'extrême gauche s'y fait sur des mots d'ordre de lutte antirépressive et pour un combat offensif contre l'Université bourgeoise. Qui plus est, les étudiants socialistes prennent part à ce meeting et s'associent à ses conclusions.

Donc, incontestablement, un front solide se forme sur ces mots d'ordre. C'est pourquoi on pourrait croire que toutes les formations de gauche souscrivent à cette lutte. Or c'est précisément ce que ne font pas les communistes. Leurs commentaires des deux faits décrits ci-dessus sont éclairants :

« A propos d'Assas l' « Humanité » du samedi 7 mars, sous le titre « commandos fascistes et gauchistes provoquent l'intervention de la police à Assas », écrit : « Le secteur droit de l'UEC souligne combien de tels conflits sont extérieurs aux luttes des étudiants. »

A propos du meeting de Nanterre, l' « Humanité » du même jour écrit : « A Nanterre, les gauchistes ont fait le plein. Mais des milliers d'étudiants qui refusent cette orientation ont aujourd'hui un grand objectif de lutte : la défense des droits qu'ils ont acquis. »

Alors, que les camarades communistes nous permettent de faire

quelques remarques et de poser quelques questions au sujet de leur position.

Tout d'abord, tiendront-ils encore longtemps la balance égale entre gauchistes et fascistes ? C'est une politique facile que de mettre tous ceux qui ne sont pas de leur avis dans le même sac. Il est moins sûr que ce soit une politique payante. Car des étudiants de plus en plus nombreux mesurent le danger de la collusion gouvernement-extrême droite et comprennent que les communistes, enfermés dans le piège de la participation, sont incapables de le combattre.

Cela dit, nous sommes d'accord avec le PC sur le fait que la lutte antifasciste n'est pas le combat essentiel — quoique important — pour le monde étudiant. Mais notre accord s'arrête là, car pour le PC, le « grand objectif de lutte » est « la défense des droits acquis ». Edgar Faure qui commençait à se sentir seul peut se rassurer : le PC ne l'abandonne pas. Plus que jamais, il reste fidèle à son image statique ; les situations évoluent, pas les positions du PC. Il y a plus d'un an, il votait la loi d'orientation, pensant pouvoir l'utiliser à son profit. Aujourd'hui, alors que la loi a montré expérimentalement son incapacité à répondre aux vraies as-

pirations des étudiants, le PC, manifestant son immobilisme, maintient sa pratique de gestion de l'Université bourgeoise. Cela se traduit en l'espèce par sa participation aux conseils de gestion de Nanterre qui ont décidé l'occupation du campus par la police et l'ont maintenue, malgré la mobilisation massive des étudiants contre cette nouvelle provocation du pouvoir.

Ainsi, le PC donne lui-même la mesure de ses capacités innovatrices en proposant la défense des droits acquis comme grand objectif de lutte. Il montre par là son impuissance foncière à s'intégrer à une dynamique révolutionnaire. On aurait pu croire que des démocrates avancés fussent bien placés pour savoir qu'en politique celui qui n'avance pas recule. Illusion perdue !

Au contraire, le courant étudiant unitaire, contrôlant les activités irresponsables, a désormais les moyens de passer à un stade ultérieur de la lutte contre l'Université bourgeoise. Car lutter pour conserver les droits acquis, quand on sait ce que sont ces droits, c'est se contenter des miettes qui restent du festin capitaliste ; mais lutter pour des changements qui acculent le système dominant à un point de rupture, c'est, déjà, le menacer.

La peste, c'est l'intox

Albert Rousselles

« Vous n'avez qu'à travailler... ». « C'est encore les contribuables qui vont payer... ». « Allez en Chine... » : rien de très neuf dans cet échantillon de ce qu'on pouvait entendre mardi, jeudi ou samedi soir sur les quais de la gare Saint-Lazare, au moment des diverses tentatives « d'explication » des étudiants de Nanterre en lutte contre la répression policière.

Il faut dire que le terrain avait été bien préparé.

Que de pages, de photos, d'encre grasse consacrées à des incidents que le pouvoir a voulu, mais que chacun des ténors de la presse réactionnaire présente comme une fête des ultragauchistes assimilés à des bandes de délinquants de droit commun, entraînant avec eux la « racaille » bidonvillière avide de pillages ou d'acquisitions à peu de frais. Pourquoi faire le détail ? Une symphonie n'est après tout qu'une symphonie. On a pu lire comment se sont ressemblés le *Figaro* de Jean Papillon, l'*Aurore* d'André Guérin, le *Paris-Jour* de Bernard Lefort, dans un autre ton, la *Nation*. Toujours la même chose : omissions, mensonges, exagérations, insultes (c'est ainsi que l'*Aurore* du 5 mars va jusqu'à incriminer le manque de bonne volonté des étudiants et la lâcheté des enseignants !)

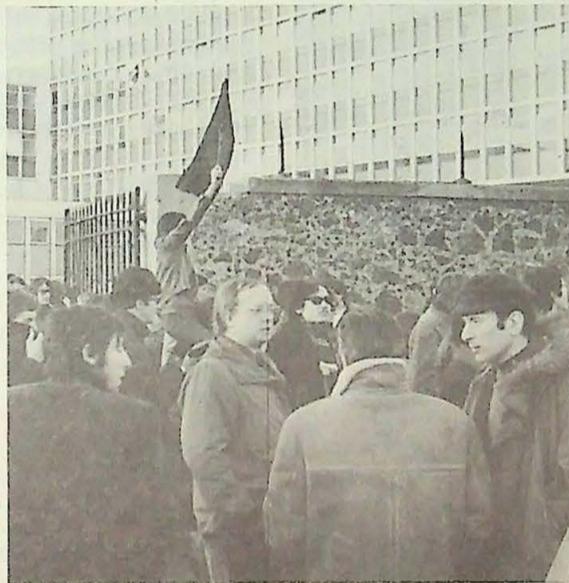
Jean Ferniot jongle avec le vocabulaire psychomédical, brillamment et salement à sa manière : « Nanterre est un énorme abcès. Que cet abcès crève et l'infection risque de se répandre dans le corps universitaire ».

L'O.R.T.F. quant à elle, faisant écho à certains confrères de la presse écrite, mélangeait dans un même amalgame les chaises cassées par les étudiants pour se défendre, et les voitures brisées, le restaurant universitaire saccagé... par la police enragée (précision rarement donnée).

L'intoxication est une arme politique du pouvoir, qui semble réussir en la matière. La population bruyamment alertée réagit vivement, elle s'inquiète et voit se profiler de nouveaux pé-

riils. Comme on ne comprend pas bien, on a peur et on s'en tient aux faits : c'est le désordre, c'est le meurtre toujours possible, c'est la délinquance sous toutes ses formes, et le contribuable trinque. Le pouvoir tente de couper les étudiants révolutionnaires et hostiles à la réforme, de la population.

À l'Université même, des enseignants de gauche, des étudiants se contentent de déplorer mollement, d'autres plus avisés, profitent des circonstances pour relancer l'offensive anti-révolutionnaire, et la masse hésite, c'est vrai, condamnant au surplus la violence et revendiquant le droit au travail. Ricœur est pour eux le centre des incidents de Nanterre : et de discuter à perte de vue pour demander : « a-t-il eu tort ? » « Que vouliez-vous qu'il fit ? » Le pouvoir tente de couper les étudiants révolutionnaires et hostiles à la réforme, de la « majorité silencieuse ».



A.F.P.

Mais les étudiants révolutionnaires qui doivent en outre se défendre contre les bandes fascistes parfois protégées par la police (ce fut le cas à Nanterre le lundi 2 mars), savent se montrer vigilants. Le couple répression-intoxication appelle une riposte de masse, riposte qui devait entraîner l'ensemble des étudiants en Lettres et en Droit contre la répression policière, car c'est bien aujourd'hui l'ensemble des étudiants qui est attaqué.

C'est pourquoi la réussite du meeting de 5.000 étudiants parisiens, vendredi 6 mars, à Nanterre, devait permettre non seulement de briser l'isolement de Nanterre par rapport aux autres facultés, mais de construire un Front Uni face au pouvoir, à l'appel de l'U.N.E.F., contre la présence de la police et pour la mise en place d'une structure unifiante du mouvement étudiant en lutte.

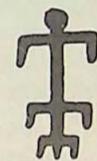
Ce dernier objectif paraît capital lorsque l'on voit combien les travailleurs sont désorientés à la fois par l'intoxication générale et par l'éclatement du mouvement étudiant.

Une campagne d'explication a déjà commencé : par la diffusion massive de tracts à la

sortie des gares et des entreprises, suivie de discussions et de prises de parole.

Chaque fois, c'était le même scénario : on entendait des sifflets au moment de la prise de parole, puis les groupes de discussion se formaient spontanément. Les premiers échanges étaient un peu vifs, mais ceux qui criaient le plus fort étaient les premiers à partir, et les étudiants restaient des heures à expliquer, à réexpliquer à la population le déroulement des événements et les objectifs de leurs luttes.

La tâche est ardue, et l'on pense aux lendemains de Mai, quand les étudiants partis ici et là en province étaient reçus par des menaces ou des murmures. Les organisations politiques ont plus que jamais de lourdes responsabilités : elles ont à préciser leurs positions et à combattre avec force l'intoxication. C'est pourquoi elles doivent appeler leurs sympathisants à approfondir les analyses parfois rapides, que leur impose le rythme des événements. □



**PRÉSENCE
AFRICAIN**

**LES NÉGRIERS
MODERNES**

J.-P. N'DIAYE
12 F

Le dossier explosif d'une exploitation sordide.

**DISCOURS
SUR LE
COLONIALISME**

Aimé CESAIRE
3,60 F

Un livre qui reste toujours d'actualité.

Librairie Présence Africaine
25 bis, rue des Ecoles
Paris 5^e

● Le 17 mars à 20 h. 30 à la Mutualité grand meeting contre la répression dans l'armée, pour la libération des emprisonnés.

avec la participation de :

**Jean-Paul Sartre
Michel Rocard
Alain Krivine**



A.F.P.

Dans une conférence de presse tenue le 23 février à Hanoi, Phao Phimphachanh, membre du Comité Central du Front Patriotique Lao, Directeur du Bureau d'information du Front à Hanoi, a dénoncé les bombardements par les B. 52 contre la région Plaine des Jarres-Xiengkhouang placée sous le contrôle des Forces Patriotiques Lao. Il a donné lecture de la déclaration rendue publique à ce sujet par le Comité Central du Front Patriotique-Lao.

Il est dit notamment dans ce document :

Depuis plus de six mois, dans le cadre de l'opération « Kou Kiet », les impérialistes américains ont mis en action l'armée mercenaire de Vientiane, en particulier les forces spéciales basées à Sam Thong, Long Cheng, Paksane, Vang Vieng, etc., des milliers de soldats thaïlandais et des centaines d'appareils de tous types. Ils ont lancé des attaques successives d'une grande violence contre la région Xieng Khouang-Plaine des Jarres, dans la zone libérée contrôlée par les Forces Patriotiques Lao, en vue d'empiéter illégalement sur la région susdite. En particulier, depuis le 17 février 1970, devant les échecs répétés qu'ils ont subis, ils ont fait bombarder sauvagement la dite région par des B. 52. Le 17 février 1970, à 22 heures, et le lendemain, 18, à 3 heures, 27 sorties de B. 52 ont largué en tapis des bombes sur une bande de terre longue de 10 kilomètres dans la région de Ban Sone-Khang Khay, perpétrant contre la population de nouveaux crimes d'une cruauté sans nom.

La décision prise par l'administration Nixon de faire bombarder pour la première fois la région Xieng Khouang-Plaine des Jarres par des B. 52 constitue une nouvelle « escalade » extrêmement aventureuse et un acte de guerre démentiel qui rendent la situation

au Laos encore plus grave, menaçant sérieusement la paix en Indochine et au Sud-Est Asiatique.

L'acte précité caractérise l'agression cynique des impérialistes américains au Laos, origine de la situation tendue dans ce pays. Par lui-même, il s'inscrit en faux contre les perfides allégations des impérialistes américains et de leurs valets sur les soi-disant « vols de reconnaissance » ou sur la soi-disant « agression du Laos par le Nord-Vietnam » qu'ils ont essayé plusieurs fois de faire accroire. Il prouve également la position de passivité et le désarroi des impérialistes américains et de leurs valets. Acculés à l'impasse, ils ne reculent devant aucune manœuvre si barbare soit-elle dans l'espoir d'en sortir.

Le fait que les impérialistes américains mettent en action depuis de nombreuses années leur aviation pour bombarder le territoire du Laos, en particulier l'emploi de B. 52 pour massacrer la population Lao, dévoile le rôle odieux du Prince Souvanna Phouma et des gouvernants réactionnaires de Vientiane qui aident les Yankees à intensifier leur guerre d'agression contre le Laos, causant toute une kyrielle de souffrances et de deuils à notre peuple.

Le Comité Central du Front Patriotique Lao condamne sévèrement les actes militaires extrêmement aventureux susmentionnés de l'administration Nixon et des gouvernants réactionnaires de Vientiane qui violent brutalement les dispositions des accords de Genève de 1962 sur le Laos et toutes les lois internationales. Si les impérialistes américains et leurs valets s'obstinent à intensifier leur guerre d'agression contre notre pays, les Forces armées et la population patriotiques Lao sont déterminées à leur rendre des coups infiniment plus durs, ils doivent en-

dosser l'entière responsabilité d'une situation qu'ils ont eux-mêmes créée et en supporter toutes les conséquences.

La déclaration fait savoir que les Forces armées patriotiques et le peuple Lao ont successivement déjoué de nombreuses attaques d'empiètement effectuées par les impérialistes américains et leurs valets contre la région Xieng Khouang-Plaine des Jarres, mettant hors de combat des milliers d'ennemis, dont de nombreux soldats et officiers thaïlandais, abattant des dizaines d'avions américains, saisissant ou détruisant une quantité considérable de matériel de guerre. La déclaration appelle les peuples et les gouvernements épris de paix et de justice dans le monde, en particulier, les pays membres de la Conférence de Genève de 1961-1962 sur le Laos, à condamner ces nouveaux actes de guerre des impérialistes américains et à prendre des mesures effectives pour arrêter à temps l'intensification de la guerre américaine au Laos et pour obliger les Etats-Unis à respecter strictement les dispositions des Accords de Genève de 1962 sur le Laos.

En conclusion, la déclaration souligne :

Encore une fois, le Comité Central du Front Patriotique Lao réaffirme que le problème du Laos est celui de l'intervention et de l'agression américaines au Laos. Aussi, s'ils veulent régler le problème Lao, les impérialistes américains doivent-ils cesser l'agression, en premier lieu, cesser immédiatement l'emploi de l'aviation au bombardement du territoire du Laos, laisser le peuple Lao régler ses affaires intérieures sur la base des accords de Genève de 1962 sur le Laos en tenant compte de l'actuelle situation concrète dans ce pays, sans ingérence américaine. □

Le Comité d'Action Israélien nous communique

Nous donnons la traduction d'un article de Ygal Laviv paru dans « Haaretz » daté du 22 février :

« Le ministère a donné des instructions aux consulats de leur refuser le bénéfice des services consulaires sans autorisation préalable. »

« Le ministère des Affaires étrangères a transmis à ses ambassades une liste noire des citoyens israéliens gauchistes à qui seront refusés les services consulaires accordés à tout citoyen israélien. »

« M. Shalev, directeur du département consulaire au ministère, a précisé, en réponse à ma question, qu'« à certaines gens les services consulaires ne seront pas accordés automatiquement. »

« Il semble que l'intention du ministère est de forcer les Israéliens séjournant à l'étranger de réintégrer leur pays, les empêchant ainsi de mener leur activité à l'étranger, comprenant la propagande contre la politique israélienne — c'est ce qui résulte de discussions avec des Israéliens en Europe qui ont eu des difficultés auprès des services consulaires. »

« Le consulat israélien à Londres a récemment refusé de fournir les formulaires nécessaires aux Israéliens séjournant à l'étranger pour accorder à un avocat israélien l'autorisation d'ester en justice. L'employée de l'ambassade répondit qu'elle doit au préalable demander l'autorisation de Jérusalem. Les gens en question ont eu des difficultés dans des formalités comme des transferts d'argent. L'ambassade d'Israël à Paris a récemment refusé de renouveler le passeport du peintre Nissan Rilov, qui vit depuis un certain nombre d'années tantôt à Paris, tantôt à Londres. M. Rilov se rendit à Londres où le même refus de renouvellement du passeport lui a été signifié. »

« En réponse à une question, M. Shalev précisa qu'il était inexact que la demande de renouvellement du passeport de M. Rilov ait été refusée, mais qu'il était

vrai que sa demande n'a pas encore reçu une réponse. Il confirmait pas sur cette liste le renouvellement du passeport se fait sur place, automatiquement, sauf pour les cas où le demandeur se trouve à l'étranger depuis de nombreuses années. »

Le journal « Haaretz » fournit de nouvelles précisions dans une correspondance du 2 mars 1970, signée par M. Amos Ben-Vered :

« ... A part cela, on relève depuis une année ou deux une autre catégorie d'Israéliens pour qui la prolongation du passeport n'est plus automatique. Ce sont des gens connus pour leurs activités contre l'Etat — l'Etat et non pas le gouvernement. »

« En ce qui concerne ces gens, la réponse (du fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, CARISE) était prudente : « Quand la personne en question s'adressera au consul, il est à supposer que le consul, selon les instructions reçues, ne lui prolongera pas le passeport automatiquement. Il nous l'enverra, pour qu'une décision puisse être prise ici. »

Selon cette correspondance, il semble qu'une décision définitive de non-renouvellement n'ait pas été prise jusqu'ici. On attendait le retour du ministre des Affaires étrangères avant d'arrêter définitivement une position.

« Si la décision est de ne pas renouveler le passeport, admet-on ouvertement au ministère des Affaires étrangères, cela sera dans le but d'amener la personne à revenir en Israël. Sur place elle pourra noircir l'Etat tant qu'elle voudra. »

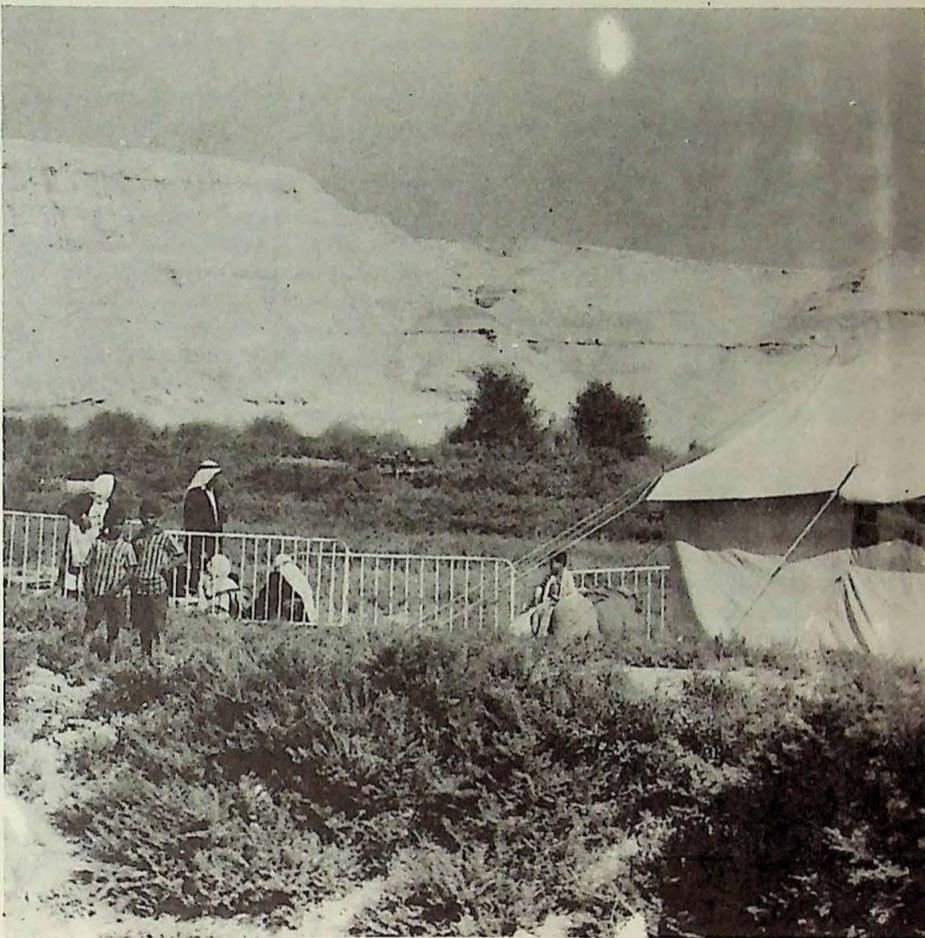
Le but de l'opération est clair : faire taire l'opposition conséquente en Israël en lui enlevant la possibilité d'alerter l'opinion mondiale. On nous promet la liberté d'expression sur place, mais la censure qui frappe constamment les publications de Matzpen en Israël est la preuve du contraire ; sans l'appui de l'opinion mondiale, nos camarades en Israël risquent de subir encore davantage la répression qu'ils ne le font actuellement (des dizaines de militants arabes de Rakah et de Matzpen font l'objet de mesures d'assignation à résidence). Le travail d'information, d'explication et de démystification que nous accomplissons à l'étranger gêne le gouvernement israélien. Mais le public a le droit de connaître la vérité. Nous continuerons !

Les citoyens israéliens affectés par la mesure jusqu'ici : Nissan Rilov, peintre, validité du passeport expirée le 26 janvier 1970 ; demande de renouvellement restée sans réponse.

Abraham Heilbronn, ingénieur, validité du passeport expirée depuis la mi-février ; demande de re-

nouvellement restée sans réponse.

La réglementation israélienne prévoit que tout citoyen séjournant à l'étranger plus de cinq ans doit venir en Israël pour renouveler son passeport. Les deux personnes frappées par la mesure étaient en Israël tout récemment.



A. F. P.

VIENT DE PARAITRE



**LES PAYSANS
DANS LA LUTTE DES CLASSES**
par Bernard Lambert

L'irruption du capitalisme industriel dans le monde clos de l'agriculture française bouleverse les structures mentales et les institutions (propriété familiale, religion, école) sur lesquelles reposait l'unité du monde rural. Désormais, à côté des petits paysans pauvres, on voit apparaître des exploitations modernes où le chef d'entreprise devient sur sa propriété **le salarié des grandes firmes industrielles** de produits alimentaires. La lutte des classes s'installe à la campagne. La "révolution silencieuse" est en train de devenir bruyante. Les paysans de l'ouest l'ont montré. Leur leader, Bernard Lambert, explique pourquoi.

Préface de Michel Rocard
Collection de poche "Politique" dirigée par
Jacques Julliard - numéro 37 - volume simple : 5 F

Bon de commande

à envoyer à TRIBUNE SOCIALISTE, 54, bd Garibaldi, Paris (15^e) - C.C.P. Paris 58 26 65.
Veuillez expédier, franco de port, à l'adresse ci-dessous

..... ex. du livre
Ci-joint un chèque de
M
Adresse

● Une Journée du secteur automobile aura lieu le samedi 18 avril et le dimanche 19 avril à Lyon (Rhône). Cette rencontre est organisée en commun avec la section d'entreprise du P.S.U.I.P. (de Fiat et de Lancia).

Ordre du jour : contrôle ouvrier et stratégie commune dans l'industrie de l'automobile.

Ecrire à Elie de Pardon, Bâtiment 1 F, 10, avenue de Menival, Lyon (5^e).

Fiat récupère les contrats

De notre correspondant à Turin

Il est facile de tirer des chiffres donnés par le « Notiziario degli azionisti » que Fiat en 1969, grâce à de nouvelles implantations et au progrès en nombre de son personnel (de 158.000 à 170.000 salariés), a atteint une production théorique, et qui par ailleurs peut être écoulee entièrement sur le marché national et international, dépassant 1.600.000 unités de véhicules.

Voilà donc un très grand bond en avant pour 1969, mais il ne va pas au-delà de la théorie, car à la suite des grèves, la production effective loin de confirmer cette progression, marque un fléchissement de 3,3 % par rapport aux chiffres



Umberto Agnelli

D.R.

de 1968. Néanmoins le total des livraisons, grâce aux prélèvements effectués sur les stocks, est en légère hausse : de 1.452.000 véhicules en 1968 à 1.480.000 en 1969.

Première conséquence à tirer d'une telle situation : une quantité considérable de commandes en suspens (environ 280.000) que Fiat doit être en mesure de satisfaire rapidement. Le « Notiziario » souligne de plus que 1969 a été l'année de l'exportation et que « les différents modèles d'autos, de véhicules industriels et de tracteurs ont été bien accueillis sur tous les marchés ». C'est un fait, l'expansion de Fiat sur les marchés internationaux a porté sur 40 % du total des livraisons de véhicules automobiles et plus de 50 % pour les tracteurs. Il est à noter que cela coïncide avec le début d'une période de stagnation pour l'industrie automobile américaine, qui encouragera probablement Fiat à se lancer avec plus de dynamisme sur les marchés internationaux en 1970.

Autre élément à tirer des chiffres

de 1969 : la hausse des coûts de production. A ce sujet, les déclarations de Gianni Agnelli à « 24 Ore » (le 3 février) éclairent la politique de la grande industrie italienne dans la période qui suit les contrats : « Une aussi grande hausse des prix de production ne manquera pas de poser aux entreprises des problèmes difficiles qu'elles ne pourront résoudre qu'en obtenant rapidement des taux de productivité supérieurs. » Bien que Fiat ait relevé ses prix, Agnelli affirme : « Il est à exclure que la hausse des coûts de production puisse se reporter pour l'essentiel sur les prix », et, revenant à la situation internationale, il annonce que « les hausses de prix ne sauraient en aucun cas dépasser les limites imposées par la concurrence internationale. »

Un problème particulièrement délicat que les ouvriers et les organisations syndicales ont abordé déjà en termes de lutte, c'est celui de l'application du contrat en ce qui concerne les horaires de travail. La clause des 42 heures enfin appliquée (c'est la première fois notons-le, que Fiat applique des contrats temporaires), incitera les établissements à réduire de 7 % leur activité : aussi la récupération sur la productivité dont parle Agnelli annonce-t-elle bien des tensions. Car elle ne peut être réalisée que partiellement au moyen d'innovations technologiques, mais dans certaines usines et à certains stades de la production on ne peut obtenir une meilleure productivité, à présent, qu'en aggravant l'exploitation des travailleurs : c'est déjà le cas dans plusieurs sections de Fiat.

Puis Agnelli s'arrête un instant sur l'accroissement de la demande dû à la hausse des salaires. Il en parle du point de vue d'un capitalisme novateur en termes d'« équilibre » du système, pourvu que « les entreprises sachent y faire face en augmentant rapidement leur production ».

Croissance de la productivité et croissance de la masse de production, tels sont les moyens dont se sert le capitalisme le plus avancé pour faire face aux problèmes de son propre développement : mais en édifiant un équilibre économique, il exaspère les contradictions politiques au sein de la société. Nous nous trouvons certainement dans une période très différente de celle où s'inscrivait la conjoncture de 1964 : la croissance de la productivité succédait alors, dans un système alternatif à la croissance de la production (cela consistait

à marquer une pause et à produire la même quantité avec moins d'ouvriers).

Si l'on en croit Agnelli, la croissance de la production liée à l'accroissement de la demande intérieure, fonctionnerait comme une soupape de sûreté destinée à maintenir à haut niveau la masse du profit grâce à l'essor du marché intérieur, au cas où les positions des industries italiennes viendraient à se trouver en difficulté sur les marchés extérieurs; d'autre part, elle renforcerait les positions italiennes à l'extérieur, dans la mesure où elle freinerait les tendances inflationnistes, souci constant d'un capitalisme compétitif sur le plan international.

Mais les efforts simultanés de Fiat sur la productivité et sur la production pour récupérer d'une part le contrat, pour consolider, d'autre part ses positions sur le marché national et international, réclament un équilibre politique et une « paix sociale » tout à fait problématique, et que patrons et gouvernement auront le plus grand mal à garantir. A preuve, la poussée de la lutte des classes dans la période qui suit le contrat, les développements de la répression et les tentatives de plus en plus nettes de dévoiement dans une ligne tout à fait réformatrice. Telle est la ligne suivie aujourd'hui par Fiat, à la différence du passé, quand limitant son réformatisme aux murs de la compagnie, elle dictait leur politique aux gouvernements, depuis Turin ; à présent, Fiat semble se préoccuper aussi de compter avec les tensions sociales les plus générales de la société italienne en se portant responsable de la stabilité de l'ensemble du système capitaliste en Italie. Exemple : les initiatives industrielles en Pouilles et en Sicile avec création prévue de 18.000 emplois. Or, ces initiatives tendent à réduire les facteurs de déséquilibre social au Nord, introduits par une politique trop poussée d'immigration (cf. juillet 1969 à Turin). On voit mal d'autre part comment elles pourraient en peu de temps constituer un facteur d'équilibre au Sud où le développement autour de pôles exagère toutes les contradictions de la société, non sans en introduire de nouvelles.

Un accroissement rapide de la production exige en outre selon Agnelli que « les moyens de financement nécessaires ne fassent pas défaut aux entreprises ». Ici Agnelli met à nu une contradiction entre la nécessité du soutien de l'Etat

au financement des industries, et la nécessité de développer le secteur qu'il appelle, lui, « infrastructures », logements, hôpitaux, services sociaux, etc. Et d'ajouter : « Voilà qui ne manquera pas de créer à l'avenir de nouvelles et graves difficultés. » Il y a là une analyse précise qui reconnaît implicitement qu'un conflit de classe peut éclater non seulement à l'usine, mais dans la société.

Dans ses conclusions, Agnelli met l'accent sur une politique résolue d'encouragement à la participation des capitaux internationaux en Italie, et à l'intégration internationale.

Autre caractéristique de l'expansion de Fiat en 1969 : les progrès dans d'autres secteurs que l'automobile. En effet, 1969, année de l'acquisition du capital social de Lancia et de Ferrari, a consacré aussi l'expansion de Fiat dans l'électronique (entrée à la firme Tolettra de Milan) et surtout dans l'aéronautique (constitution de la société Aerialia avec la compagnie de mécanique FIM, qui regroupera toutes les activités du secteur aéronautique, constitution de turbomoteurs en janvier 1970 avec General Electric et Alfa Romeo).

De plus, Fiat franchira sans doute en 1970 un pas important vers la diversification des produits et le développement de nouvelles technologies. Par l'intermédiaire de Citroën, avec la firme allemande NSU, Fiat s'oriente vers l'étude des moteurs à rotation, et produira sans tarder des matériels militaires aux côtés de l'industrie allemande, pour le compte de l'O.T.A.N.

La possibilité de trouver des solutions de rechange (comme nous l'avons vu à propos du marché intérieur à un moment de très forte expansion internationale, recherche de nouveaux secteurs à un moment où la production automobile devient plus intense) semble devenir une orientation précise.

Le développement des nouveaux secteurs, en supprimant peu à peu les caractéristiques mono industrielles de Fiat au plus fort de la compétition internationale entre les géants de l'auto, l'assimile aux grandes affaires américaines à la fois productrices de biens de consommation de masse et productrices au service exclusif de l'Etat.

Ces nouvelles orientations ont aussi relancé à la direction de Fiat la querelle interne à propos des remaniements au sommet (janvier 1970) : un nouveau rassemblement des « modernes » à l'assaut des « anciens ». □

WE culturelle

La temporisation, c'est la mort

Michèle Descolonges

On a beaucoup parlé des M.J.C. ces temps derniers. Beaucoup de gens se sont étonnés du silence de « T.S. » sur ce qui se passait et ont regretté que le journal s'en soit tenu à la dénonciation de la politique Comiti. Soucieux de ne pas intervenir dans les débats internes d'une organisation, T.S. publie, après l'Assemblée Générale de la F.F.M.J.C., l'interview d'un militant des Maisons de Jeunes.

Des ambiguïtés de naissance

T.S. — Où en sont les M.J.C. après leur dernière assemblée générale ?

Y.S. — C'est difficile à dire... Imagine la tête du champion du monde de boxe à qui son manager vient annoncer qu'il doit refuser le combat contre « l'étoile qui monte », et qu'il doit se reconvertir au catch et lui céder la place parce qu'il risque de se laisser placer un upercut mortel. Les M.J.C., c'est un peu ça.

A la quasi unanimité, nous venons d'entériner les décisions de Comiti, sur la demande de la Fédération. Tout ça la mort dans l'âme et avec l'impression de ne pas avoir vraiment combattu. Alors le moral n'y est pas. Il faut, bien sûr, savoir reculer pour mieux sauter mais si en reculant on tombe dans un trou, la barre à sauter est encore plus haute.

T.S. — Pourtant la base et la nouvelle direction qu'elle s'était donnée récemment paraissent d'accord pour refuser ces mesures. Comment en est-on arrivé là ?

Y.S. — C'est une longue affaire qui ne peut s'expliquer qu'à partir de l'histoire des M.J.C. depuis 1945. Les premières sont nées à la libération, portant la marque de cet

« humanisme socialo-chrétien » très répandu à l'époque, et assez bien incarné par André Philip qui fut notre Président jusqu'en 1969.

Refusant d'être un mouvement, les M.J.C. se voulaient une institution par leur volonté d'être un lieu d'échange et de rencontre entre non engagés et les mouvements ou associations (jeunesses chrétiennes et communistes, syndicats, etc.), une institution vraiment laïque, formant des citoyens libres et responsables. La principale novation se situait dans le fonctionnement puisque, au Conseil de Maison, était organisé la démocratie réelle par le pouvoir des militants responsables des activités. Cependant elles laissaient subsister la démocratie formelle représentative et donnaient des droits à des « autorités » chargées de donner des avis et d'assurer la caution vis-à-vis de l'Etat dont on attendait des subsides. Les questions matérielles sont le talon d'Achille des M.J.C.

T.S. — Pourtant, ça n'avait pas si mal marché jusqu'à présent, sans heurt grave avec l'Etat ?

Y.S. — C'est un fait, mais justement ça s'est bien passé en raison des ambiguïtés de naissance et cela jusqu'à leur développement considérable depuis 1960. A l'intérieur même des M.J.C. on trouve toute les situations, d'où les critiques nombreuses qui sont toujours venues de tous les côtés : à droite, à gauche, partout. Au sommet, en revanche, la volonté de faire des M.J.C. une partie intégrante de l'administration, c'est-à-dire du système étatique, n'a pas cessé de s'affirmer par l'action du délégué général Trichaud. Alors les subsides nécessaires au développement sont venus, très lentement, mais sont venus, de l'Etat et des communes. Pour les municipalités, le meilleur moyen de liquider le problème jeune était de construire une

M.J.C. et donner de l'argent. Alors elles avaient bonne conscience en faisant une politique de « pierre et d'animateur » chargée d'intégrer au mieux les jeunes.

Nous nous sommes retrouvés ainsi 1.200 M.J.C. en 1968 avec 400 permanents, un truc de masse touchant 500.000 jeunes depuis. Une institution privée, financée par l'Etat et les communes avec une totale liberté d'orientation.

Le sens des mesures Comiti

T.S. — Mais cette liberté était-elle réelle ?

Y.S. — Certes non parce que l'exercice de cette liberté suppose la possibilité de continuer à vivre. En réalité le droit de laisser vivre les M.J.C. appartient à l'Etat et aux communes puisque c'est d'eux que viennent les subventions. Alors il y a toujours eu des tensions dès qu'une M.J.C. se déterminait hors des chemins qui lui étaient autorisés.

Par exemple, lorsqu'un débat était organisé sur des problèmes politiques ou sociaux, les réactions ne se faisaient pas attendre. C'est à ça que Missoffe déjà a été sensible en lançant son opération 1.000 clubs visant directement les M.J.C. et cherchant à créer des institutions « animées » directement par l'Etat, patron direct des animateurs. Car il faut dire que dans les M.J.C., les permanents n'étaient pas tous d'accord pour jouer le rôle de « flic social » au service de l'appareil d'Etat.

Et puis, il y a eu Mai 68. Sans jouer directement un rôle de foyer révolutionnaire, les M.J.C., parce qu'elles ont cherché à jouer leur rôle de lieu de rencontre ou de débat, ont été directement impliquées dans l'extension de la prise de conscience, par le débat entre les différentes couches jeunes, étudiants et jeunes travailleurs. Ça n'était plus supportable par le pouvoir et la reprise en main s'avérait nécessaire.

T.S. — C'est le sens que tu donnes aux mesures Comiti ?

Y.S. — Oui, en effet, l'importance des M.J.C. et l'absence de contrôle étatique sur leur orientation n'était plus supportable par un Etat capitaliste dont la tâche est autant idéologique qu'économique. C'est à cause de leurs ambiguïtés qu'elles ont pu se développer avec le soutien matériel de celui-ci mais, à l'heure où le pouvoir se ressaisissait sur tous les fronts, économique, politique et idéologique et passait à l'offensive, il ne pouvait laisser incontrôlée la plus grosse institution privée de jeunes.

C'est pourquoi tous les militants sont dans un grand dé-

sarroi. Pour tous, ça n'est pas très clair. L'affaire Comiti paraît classée à certains et ils se disent que puisqu'en coupant les vivres, l'Etat pouvait démanteler la F.F.M.J.C., il était bon de céder, de sauver l'essentiel et laisser passer l'orage. D'autres, dont je suis, pensent que ce n'est pas fini et que nous risquons de nous faire grignoter par petits bouts. Alors nous ne serons plus que les bénévoles d'une institution étatique intégrée au système et dont la fonction est de diffuser l'idéologie actuelle.

Critique radicale et réorientation

T.S. — Mais, tu disais tout à l'heure que vous aviez tous cédé sans vous battre. Pourquoi ?

Y.S. — Je ne crois pas que nous ayons été « trahis » par le nouveau Conseil d'administration ni par le président Jargot. En réalité, pour ce qui est de l'orientation fédérale, nous sommes en pleine démocratie



Collombert

formelle et si les bureaucrates douteux sont partis d'eux-mêmes, nous n'avons pas progressé sur la démocratie dans l'orientation. La plupart du temps les A.G. fédérales baignent dans la démagogie. Nous fixons une orientation sans définir les moyens. A Sochaux, nous avons dit « lutte contre les mesures Comiti » et laissé le C.A. s'occuper des moyens, des formes, des exigences de cette lutte. Là seraient apparus les clivages réels. En effet, pour engager la lutte contre Comiti, il aurait fallu faire une critique radicale de l'état des M.J.C., de certaines orientations impérialistes passées vis-à-vis des mouvements, de leur coupure des forces réelles, des jeunes ouvriers, de leurs ambiguïtés sur les activités, l'orientation de l'animation, le fonctionnement du centre fédéral et son hypertrophie, etc. Après quoi, on aurait fait l'examen du rapport de forces, l'étude des alliés possibles.

Faire cette critique radicale et en tirer les conséquences sur le plan du fonctionnement à tous les niveaux aurait permis de rallier aux M.J.C. l'opinion de tous les jeunes, travailleurs en particulier, de

leurs parents, des autres mouvements. Alors, le rapport de forces avec le pouvoir aurait changé et une lutte de masse aurait pu être engagée et faire caler Comiti, comme Guichard vient de caler sur les maternelles.

Le drame serait que les membres du C.A. fédéral et les militants des M.J.C. ne prennent pas conscience des raisons de la défaite et se présentent dans le même état à la prochaine bataille. Sans cette prise de conscience et l'action qui en découle, toutes les batailles suivantes seront perdues une à une et c'en sera fini des M.J.C.

T.S. — Penses-tu qu'une telle orientation soit possible ?

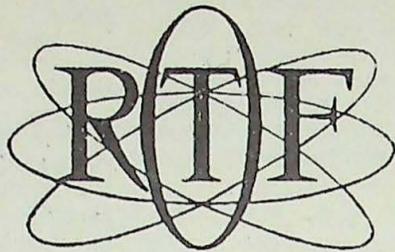
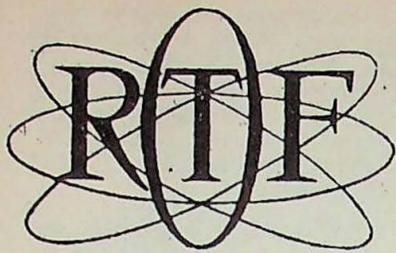
Y.S. — Sans aucun doute, mais alors il faudra en finir avec l'unanimité paralysant actuel. Les clivages doivent apparaître quand il faudra discuter de « l'orientation pédagogique ». Nous vivons sur des idées qui datent de l'après-guerre sur le plan animation et vie interne des M.J.C., activités, etc. Voilà dix ans que nous n'avons pas réfléchi à ce que nous voulons faire et être, concrètement. Il est temps d'organiser un vaste débat interne. Alors nous verrons les conservateurs de tout poil refuser le débat. Ils sont à droite mais également parmi les militants influencés par le P.C.F. qui a eu, ici comme ailleurs, une stratégie « d'occupation ». La question se pose de la rénovation des M.J.C. à partir d'une critique radicale du passé et de l'échec récent face à Comiti. Je crois que quantité de militants sont en train de s'interroger et cherchent une réponse qu'il nous faut élaborer ensemble, en refusant toute démagogie et tout aventurisme destructeur. Le tout est que l'initiative soit lancée. Nous sommes à un carrefour. « La temporisation, c'est la mort. »

Petites annonces

● Kinésithérapeute (homme) cherche emploi, toutes régions à partir du 15 mars. Ecrire à : AROSA, 2, rue de Verdun, 68-WITTENHEIM. Tél. 46-33-48.

● Je loue mon appartement 4 pièces meublé à Montgeron (20 minutes de Paris). Téléphoner après 20 h à 925-29-85.

● Centre de Recherches région Sud-Est recrute secrétaire bilingue (français, anglais). Mi-temps pendant la période mars ou avril - août - Plein temps à partir de septembre. Salaire prévu 1.300 F par mois.



L'avocat du diable

Nous publions cette semaine un article que nous avons reçu avec retard d'un de nos camarades de Suresnes. Si nous le faisons connaître à nos lecteurs, malgré ce retard, c'est que l'émission critiquée ici a suscité, comme toute l'entreprise mystificatrice de Jean Ferniot depuis quelques mois, une réprobation unanime dans le courant socialiste ; c'est aussi que nous sommes heureux que notre appel pour que des lecteurs de Tribune Socialiste participent directement à l'élaboration de la rubrique « TV » commence à être entendu. De ce point de vue, même si le responsable habituel de la rubrique n'est pas d'accord avec tous les points développés dans l'article qu'on va lire, il est cependant très heureux de céder la place cette semaine à Jean Bourdin.

Documentés par les promoteurs de l'émission, J. Ferniot, F. Rossif et R. Sadoun, les journaux spécialisés ont abondamment expliqué ce que devait être « l'avocat du diable ». L'un d'eux écrit : « Lorsque l'Eglise catholique veut nommer un nouveau saint, le Vatican instaure un véritable procès. Le rôle du procureur général ou « avocat du diable » est de tenter de démontrer que l'homme en question ne peut accéder à la sainteté. Dans cette émission, « l'avocat du diable » sera le porte-voix de toutes les oppositions contre tous les pouvoirs. »

La première émission prenait comme thème : « Le conflit des générations ». L'avocat du diable, Pierre Peuchmaur, qui écrivit naguère un livre sur les barricades intitulé « Plus vivants que jamais », se voyait opposer, en avocats de la défense, trois hommes mûrs, bardés de références : Pierre Debray, professeur agrégé à Bichat, Bernard Antoine, professeur à Necker, Paul Grandjean, directeur de l'Ecole normale nationale de l'enseignement professionnel à Nantes.

Pourquoi trois contre un ? Parce que l'avocat du diable parlant le premier et ayant donc pu orienter son exposé, la défense devait compenser ce désavantage. Les organisateurs de ce nouveau jeu télévisé pensèrent alors que donner la parole en dernier à la défense ne rétablirait pas assez l'équilibre, d'où la multiplication des « défenseurs » qui peuvent, ainsi, par la vertu du nombre, renverser les rôles et faire tomber le procureur de sa chaire au banc des accusés.

Pourtant, la règle du jeu n'étant pas encore assez favorable « aux pouvoirs » et en la circonstance, au vu et à l'écoute de l'émission avant sa diffusion, dangereuse pour le pouvoir, Jacqueline Baudrier, directrice de l'Information 2^e chaîne, crut nécessaire de présenter la nouvelle série d'émissions en disant en substance : « L'avocat du diable n'a pas traité le sujet. Il l'a situé sur le seul plan politique. Ces propos (que nous n'acceptons que par libéralisme) sont inacceptables et ne traduisent heureusement qu'une tendance très minoritaire. »

Pouvait-on enfin laisser parler ce diable d'avocat, en un mot cet enragé ? Oui. A condition toutefois que la réception de son discours, soit difficile. C'est ainsi que pendant le tiers de son intervention, durant laquelle Peuchmaur eut le mérite de montrer à quelle profondeur de souffrances collectives s'enracinait la contestation actuelle, la technique s'oublia au point de désynchroniser totalement le son et l'image, créant ainsi au niveau de la réception un malaise dont on pouvait espérer en certaines sphères qu'il recouvrerait l'impression de justesse donnée par Peuchmaur. C'est alors qu'intervinrent ceux que M. Clavel appelle « les trois vieux ». Surpris, faussement surpris (car il devait bien savoir qu'avec un « gauchiste » il serait question de politique), « les trois vieux » ne répondirent pas à l'argumentation par une argumentation, à l'explication par l'explication. A Peuchmaur, qui avait situé le débat sur un plan politique, en prenant soin de n'en pas faire un conflit de générations, au sens freudien, les trois « honorables » prêtèrent des propos anti-scientifiques, alors que le débat visait au-delà, et se livrèrent, avec la fatuité des faux prophètes, à des supputations blessantes sur la personnalité du gauchiste.

Ferniot pouvait être content. Il poursuivait ainsi le travail d'intoxication entrepris à R.T.L. et à « France-soir ». Il put magnifiquement renvoyer dos à dos les protagonistes et permettre à son « alter ego » Sadoun de poser la question enfantine « Qui a gagné ? », qui se voulait, en fait, comme le coup de grâce porté par l'équipe du Pouvoir, orientée par J. Baudrier, encadrée par Ferniot et la Technique, représentée par les « trois vieux ».

Telle qu'elle fut, ce soir-là, cette émission, qui se prétendait objective, et parce qu'elle se prétendait telle alors qu'elle poursuivait le but de renforcer le Pouvoir contre ses opposants les plus déterminés, est une insulte à la simple honnêteté intellectuelle.

Mais, implicitement, par la médiocrité de leurs arguments, les « trois vieux » donnaient la mesure des diplômes et fonctions dont ils étaient nantis. Pour définir leur gauchisme d'un soir, ils en appelèrent à Mussolini et Doriot, à l'agressivité témoignage d'un déséquilibre affectif (ô le merveilleux alibi de l'inconscient quand gêne le politique !), à la délinquance d'esprit, enfin quoi ! Ainsi s'exprimaient trois illustres produits de la culture bourgeoise, livrant celle-ci dans sa bedonnante nudité.

En face de cette accusation, qui s'était revêtue pour mieux frapper des insignes de la défense, Pierre Peuchmaur a réussi, par la réaction en chaîne que son exposé provoqua, à donner aux téléspectateurs une image criante de vérité de l'ordre nouveau selon Chaban et Pompidou : la science, notamment la psychanalyse, la philosophie, ravalée aux plus

bas intérêts, les parant de faux diamants pour mieux les camoufler et ainsi les satisfaire !

Mieux qu'aucun journal télévisé, aussi partial fût-il (même en juin 1968), cette émission prouvait qu'on ne pourra pas faire l'économie d'une révolution pour que change la télé.

Embusqué derrière une grimaçante parce que fausse ob-

jectivité, le Pouvoir se montra seulement plus hypocrite que sous le Général mais aussi — et maladroitement — plus oppressif que jamais.

Pierre Peuchmaur s'était chargé de le démontrer. Et plus encore que son discours, la « tête des autres » — visages et paroles — l'aura aidé à réaligner son objectif. □

● Le lundi 16 Mars, à 20 h 30, à la Mutualité, Meeting contre la répression dans l'Université, organisé par

Rénovation Syndicale
L'École émancipée
Continuons le combat-SNEsup
Le comité CAPES-Agrégation
Le syndicat national des chercheurs scientifiques
L'U.N.E.F.

tribune
socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaïre.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
33.000 exemplaires

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil
28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-67-85 87
Com. Parit. n° 37.392

S.A. Imprimerie Editions Moriame,
51, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e



D.R.

L'ordre règne à Barcelone

Dominique Nores

ORDEN en Espagnol, signifie ORDRE

Orden rapporte la manière dont l'ordre, dans les années 36, a été instauré en Espagne. Cependant, la montée du fascisme, ce n'est pas seulement l'histoire de l'Espagne. Quoique la guerre civile espagnole soit un événement historique précis, et par conséquent achevé, les forces qui ont menacé l'homme, au nom de l'ordre, dans cet événement, le menacent partout encore aujourd'hui.

C'est pourquoi la scénario de Orden n'est pas historique mais symbolique. Il y a dans cette œuvre, une succession d'actions scéniques et musicales qui doivent exprimer certaines réalités politiques d'aujourd'hui.

Orden a été accueilli par les critiques musicaux, à Avignon, en août dernier, comme une date, un premier moment d'équilibre, dont il faudra tenir compte avant d'aborder à nouveau un genre (le théâtre musical) qui, selon Maurice Fleuret, continue à se chercher. Ce qui les a frappés dans cette évocation de la remise en ordre de l'Espagne par le régime franquiste, que proposait Pierre Bourgeade, c'est la fusion, dans un même cri, de tous les éléments qui, d'ordinaire, restent distincts, le chant et la parole, la musique enregistrée et la musique vivante, et le concours physique de tous les interprètes, acteurs, chanteurs musiciens, le chef d'orchestre même, pour un grand mouvement d'ensemble qui a naturellement trouvé sa place dans l'espace théâtral.

Cette volonté d'un amalgame profond de tous les arts du

spectacle dont Jorge Lavelli ressent l'exigence depuis longtemps — il avait tenté un premier essai en montant *Le Triomphe de la sensibilité*, de Goethe — ne pouvait aboutir qu'à condition de faire appel à d'authentiques talents, celui de Girolamo Arrigo, dont la musique est à l'origine de l'œuvre jouée au même titre que le texte de Bourgeade et que la mise en scène de Lavelli, et celui de chacun des interprètes. L'action sur le plateau exige, en effet, de chacun la possession des moyens de son art propre et la capacité d'ouvrir celui-ci à un beaucoup plus vaste langage qui, assujettissant toutes les disciplines, se présente vraiment comme le langage de la scène.

La pièce est remontée, et sera jouée un mois à Paris, à partir du 9 mars, aux Halles, Pavillon VII (Tél. 236-12-83). □

Images de nos sociétés

Dominique Nores

Joan Harlow et Billy the Kid se rencontrent tous les soirs au Théâtre de Poche - Montparnasse. Ces personnages incarnent les deux grands mythes qui commandent la vie des Américains moyens. La vamp qui a lancé à Hollywood la mode des cheveux platinés et sur la tombe de qui trois hommes se tuèrent, c'est, incarné, le rêve de la domination par l'attrait sexuel ; alors que le tueur de shérifs sollicite d'autant plus l'imagination des jeunes Américains que la vie dans laquelle ils entrent, adultes, est plus contrainte.

Mais que peuvent faire ces deux personnages mythiques — deux « pépés », dit l'auteur — dans cette éternité que leur constitue la projection du désir d'échapper au réel des autres, sinon refaire les gestes stéréotypés, redire les mots que la légende leur prête.

Le texte de l'Américain Mac Clure, dont Roland Dubillard donne une adaptation très belle, très sensible au mouvement de l'œuvre, est construit sur la répétition. La même phrase (« Avant de pouvoir surprendre un seul des secrets de mon moi, faudrait déjà savoir lequel de mes mois est le vrai. Tu cours après lequel ? ») revient, s'enroule, et pourtant sous les mots quelque chose



D.R.

progressive, une sorte d'action trouble, au bout de laquelle les personnages s'acceptent l'un l'autre dans leur nullité dorée.

Joan Harlow, c'est Chantal Darget. On n'a pas oublié son interprétation éblouissante de Lulla dans le *Métro fantôme* de Leroi Jones, cette ronde de la race blanche autour de la noire, de la race oppressive, ne supportant pas qu'on la déteste, sous le regard implacable d'un nègre. Antoine Bourdeiller, leur metteur en scène, rapproche les deux pièces : « Dans l'une et l'autre, l'humour et la violence haussent le débat : pas besoin d'être américain pour se sentir concerné. » Dans l'une et l'autre, Chantal Darget apporte sa façon très particulière d'unir dans son jeu l'artificiel, qui la met au niveau des situations les plus outrées, et le naturel. Interprète de Joan Harlow, elle court en deux heures toute la gamme des attitudes féminines, de celles que reflètent les couvertures de magazines, aux plus intimes, et aux plus drôles. C'est du beau travail. □

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de faire paraître son n° 10 consacré à : « L'histoire sommaire du P.C.F. ».

Rappel des numéros disponibles :

- 4-5 - La crise du système monétaire international.
- 6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.
- 7 - L'échelle mobile des salaires.
- 8-9 - Histoire du P.S.U.

A paraître :

- 11-12 La question palestinienne.
- 13 Les petits commerçants.
- 14 Les groupes d'origine trotskyste.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65
Paris.

(1) Théâtre de Poche-Montparnasse, 75, boulevard Montparnasse. LIT. 92-97, à 23 heures.

Mémoire remis au Bureau Politique du P.C.F.

Dans le message que notre Bureau national a envoyé au XIX^e Congrès de votre parti il y a quelques semaines, nous avons exposé nos conceptions sur le problème de l'unité. Nous n'avons évidemment rien à y retrancher aujourd'hui. Mais il apparaît que votre lettre nous conviant à une rencontre pour le 2 mars 1970 ainsi que les déclarations récentes du secrétaire général adjoint de votre parti, Georges Marchais, appellent de notre part un certain nombre de précisions.

Vous avez indiqué que vous désiriez discuter de la possibilité d'actions communes. Cela correspond tout à fait à ce que nous avons nous-mêmes proposé, de préférence aux dialogues idéologiques ou pseudo-idéologiques où l'on ne fait guère que ressasser ses propres positions. Nous savons que le Parti socialiste veut limiter à de telles confrontations les conversations qu'il a et aura avec vous. Nous ne nous étonnons pas d'une telle attitude qui vise à masquer les questions les plus brûlantes de la politique actuelle, mais nous ne la partageons pas. Nous sommes convaincus, au contraire, qu'il faut affronter franchement ces questions de l'action commune pour tenter de lever les difficultés qui s'opposent à la jonction des luttes ouvrières, paysannes, étudiantes, etc.

Toutefois, nous pensons que, pour aboutir à des résultats positifs dans un proche avenir, les discussions sur l'action commune doivent établir les priorités nécessaires, c'est-à-dire les actions qui sont les plus urgentes face à l'adversaire de classe et les plus urgentes en fonction de la conjoncture internationale et nationale.

Relance de l'action contre l'impérialisme

Sur le plan international, nous croyons indispensable de répondre à l'offensive de l'impérialisme, particulièrement en Extrême-Orient et en Europe. D'abord, l'agression américaine au Vietnam et au Laos exige une réponse beaucoup plus ample depuis que l'administration Nixon avec la complicité des gouvernements occidentaux s'est efforcée de camoufler son intervention sous les dehors de la « vietnamisation ». C'est pourquoi nous proposons que nos deux partis organisent rapidement dans cinq ou six grandes villes de France des meetings visant à dénoncer les

nouvelles formes de l'agression impérialiste au Vietnam et au Laos.

Par ailleurs, il nous paraît urgent de relancer l'action contre le néo-atlantisme du régime Pompidou dont les liens avec la pure réaction internationale s'approfondissent (de l'administration Nixon aux régimes d'Espagne, du Portugal, de Grèce et d'Afrique du Sud). Nous proposons également sur ce point que nos deux partis envisagent plusieurs grands meetings communs pour le retrait unilatéral de la France du Pacte Atlantique dans les prochains mois, mais nous croyons que cela ne saurait suffire et qu'il serait tout à fait souhaitable qu'une initiative commune à nos deux organisations permette la reprise de la conférence anti-impérialiste des peuples de la Méditerranée et la mise en question du rapport des forces actuel entre la bourgeoisie et les forces populaires dans cette zone du monde.

Mobiliser les forces populaires contre la répression

Sur le plan intérieur, il nous semble très important — pour ne pas dire décisif — de nous opposer au renforcement de l'appareil de la bourgeoisie, car celle-ci tente en ce moment de mettre à profit fiévreusement l'avertissement qui lui fut donné en mai-juin 1968. Il ne s'agit pas seulement de dénoncer l'augmentation numérique des forces de police et l'amélioration qualitative de leur armement de guerre civile, mais bien de mobiliser le maximum de forces populaires contre les empiètements de la police sur la liberté d'expression du mouvement ouvrier (vente de journaux, droit de réunion, etc.).

Même si l'on peut récuser telle ou telle action anarchisante d'une petite minorité, il faut avoir conscience que le refus intransigeant de la répression bourgeoise est une condition des victoires futures contre l'arbitraire et le despotisme du régime de la démocratie formelle. Plus la résistance quotidienne des forces populaires sera forte, moins la technique répressive aura de prise sur l'événement.

C'est ce qui nous a conduit à vous proposer des actions communes contre la répression policière et judiciaire, ainsi que contre la répression dans l'armée. Nous plaçons, en outre, dans le même

contexte la lutte contre le contrôle gouvernemental de l'O.R.T.F. à laquelle vous avez vous-mêmes fait référence. Nos conversations pourraient donc explorer ce domaine plus en détails.

Discussions sur le mouvement pour le contrôle ouvrier

Dans les circonstances actuelles, la lutte contre l'intégration doit être le complément de la lutte contre la répression. Nous avons noté que votre parti avait condamné la participation et les « contrats de progrès » ; nos préoccupations vont dans le même sens. Mais nous sommes persuadés qu'il ne suffit pas de soutenir les revendications des centrales ouvrières pour mettre en échec la politique d'intégration. A notre avis, il faut que ces revendications trouvent un prolongement politique, qu'elles s'intègrent, non seulement, dans une stratégie syndicale, mais aussi, dans une stratégie politique complémentaire, visant la prise du pouvoir par les travailleurs.

Vous avez mentionné vous-mêmes le problème des droits syndicaux dans l'entreprise. Nous estimons, aussi, qu'il s'agit-là de quelque chose d'important, mais nous croyons qu'au-delà de la lutte dans ce cadre juridico-politique, il faut que se développe un mouvement politique de masse au niveau des entreprises pour mettre en question l'organisation capitaliste du travail, le mouvement pour le contrôle ouvrier. Un tel mouvement n'est pas en contradiction avec les revendications les plus quotidiennes des travailleurs. Bien au contraire, il doit les assumer tout en les prolongeant par des essais d'organisation collective (assemblée des travailleurs, rapports plus étroits avec les délégués élus, débats démocratiques sur les formes de lutte) qui ont pour but de faire saisir aux travailleurs leur propre force collective dans le combat anticapitaliste. Sur ce point qui ne vous paraît pas clair, nous vous proposons des échanges d'articles dans les organes de presse de nos deux partis, ainsi que des discussions politiques (forums, colloques) dont les formes pourraient être débattues.

Si nous avons bien compris votre dernière lettre, vous nous proposez aussi des actions communes et des discussions en faveur d'un

programme commun de gouvernement. Nous ne nous refusons pas à un examen de cette question, nous devons vous dire tout de suite que la notion de programme commun de gouvernement reste à nos yeux très équivoque, trop située dans un cadre électoral et parlementaire. Il s'agit, selon vous, de déterminer ce que ferait un gouvernement de gauche prêt à s'attaquer à l'emprise des monopoles, mais nous contestons précisément que l'on puisse offrir comme perspective réaliste la formation d'une coalition gouvernementale qui serait efficace pour la lutte socialiste, tout en restant dans le cadre capitaliste. Nous pensons que le pouvoir qu'il s'agit d'instaurer est un pouvoir de transition vers le socialisme, c'est-à-dire un pouvoir qui entre en lutte contre les assises sociales, économiques et politiques de la domination bourgeoise et ne peut donc s'imposer qu'à partir d'une crise profonde du pouvoir en place.

Nous savons qu'il y a là une divergence importante et qui porte en particulier sur votre conception de la démocratie avancée. Nous croyons, cependant, possible que nos deux organisations discutent d'un programme d'action du mouvement ouvrier pour toute la période qui s'ouvre. Dans notre esprit, il s'agirait de déterminer par de larges débats les objectifs de lutte, les modes d'exercice d'une démocratie directe, et les réformes susceptibles de mobiliser les masses populaires et de tracer la perspective anticapitaliste nécessaire au rassemblement des exploités et des opprimés. Un tel programme aurait, à notre sens, l'avantage de permettre une participation intense des travailleurs à l'action, puisqu'il se nourrirait de leurs expériences et de leurs aspirations.

Pour nous, il ne s'agit pas à cet égard de charger le bateau, d'accumuler les revendications maximalistes (le socialisme tout de suite), nous croyons, au contraire, qu'il faut mettre en avant les revendications (du contrôle ouvrier aux nationalisations, de la suppression des tribunaux militaires à l'armée populaire) qui expriment le mieux les besoins des masses et s'attaquent aux points sensibles du système pour mettre en cause sa stabilité et son équilibre. □